

ÉTUDE
SUR
UN PRIX DE REVIENT
AGRICOLE

LA BETTERAVE SUCRIÈRE EN FRANCE,
PLUS SPÉCIALEMENT DANS LA RÉGION PARISIENNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
présentée et soutenue le vendredi 26 Juin 1936.

PAR

JEAN REGNAULT

Président : M. ROGER PICARD, professeur.

Suffragants { MM. NOGARO, professeur.
OUALID, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ÉTUDE
SUR
UN PRIX DE REVIENT
AGRICOLE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

ÉTUDE
SUR
UN PRIX DE REVIENT
AGRICOLE

LA BETTERAVE SUCRIÈRE EN FRANCE,
PLUS SPÉCIALEMENT DANS LA RÉGION PARISIENNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
présentée et soutenue le vendredi 26 Juin 1936.

PAR

JEAN REGNAULT

Président : M. ROGER PICARD, professeur.

Suffragants { MM. NOGARO, professeur.
OUALID, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1936



ÉTUDE

SUR

UN PRIX DE REVIENT AGRICOLE

INTRODUCTION

Dans l'étude que nous présentons aujourd'hui, nous avons voulu essayer de déterminer un prix de revient agricole, en nous attachant à une culture particulière : la culture de la betterave sucrière.

Dans l'industrie, la notion de prix de revient est quelque chose de fixe, de mathématique pour ainsi dire ; un industriel pourra indiquer, à un centime près, à combien lui revient un rail ou une poutrelle sortant de ses usines. Il y a, en effet, des principes de comptabilité déterminés, qui ne laissent aucune part à l'arbitraire et à l'approximation ; tous les postes du prix de revient sont chiffrés avec une exactitude rigoureuse, car toutes les dépenses se traduisent en une sortie d'argent, ce qui permet un contrôle facile.

En agriculture, il n'en est pas ainsi. Une exploitation agricole vit en partie et, peut-on dire, en majeure partie sur elle-même. L'agriculteur, utilisant un produit de sa ferme pour nourrir son bétail, par exemple, ne verra pas aussi nettement que peut le faire un industriel la dépense qu'il effectue. Il y aura donc des postes de prix de revient qu'il sera bien plus difficile de chiffrer, étant donné que la pratique amène un règlement en nature.

A cette première difficulté, s'en joignent d'autres :

Les différentes spéculations d'une même exploitation s'enchevêtrent. Plusieurs produits font partie d'un même assolement, certaines spéculations absorbent la production des autres ou profitent des dépenses faites pour elles. Il en résulte un principe essentiel que nous ne devons jamais perdre de vue : c'est que, tous les produits d'une même exploitation étant solidaires, les prix de revient de ces produits sont également solidaires.

En comptabilité agricole, l'ensemble des dépenses d'exploitation, qui peut être considéré comme exact, est égal au total des prix de revient des différents produits ; mais suivant les conventions adoptées, le niveau de l'un ou de l'autre peut légèrement osciller dans la proportion limitée à la partie conventionnelle de ces prix de revient.

Ce sont ces conventions, qu'en notre matière plus qu'en une autre, nous sommes obligé d'adopter, qui ont fait dire qu'il était impossible d'établir, en agriculture, un prix de revient sérieux. Dans la plupart des fermes betteravières, de grosses sommes sont dépensées sur l'emblavement en betteraves, sommes que l'on peut considérer en gros comme hors de proportion avec les recettes de cette culture, mais le blé qui suivra, profitant des gros frais engagés l'année précédente, coûtera relativement peu ; pour évaluer l'intérêt de chacune de ces deux cultures, il faudra une convention.

Autre exemple : le fumier produit par la ferme elle-même a naturellement une valeur, mais quelle valeur fixer ? Problème d'autant plus difficile que cette valeur sera fonction des éléments fertilisants renfermés par ce fumier et que, seule, une analyse chimique pourra déceler. Dans quelles proportions les comptes « animaux » devront-

ils être crédités de cette valeur ? Deux conventions sont encore nécessaires.

Autre exemple : les frais généraux d'une ferme sont des plus importants. Comment les répartir entre les différents postes de production ? Ici encore, il faudra résoudre la question d'une façon tout à fait arbitraire qui sera, par là même, toujours sujette à critique.

Cela ne veut pas dire du tout que, *a priori*, nous critiquons et déclarons vaines les études concernant les prix de revient agricoles, y compris notre propre étude, mais nous voulons indiquer que des conventions très strictes sont nécessaires et que les résultats que l'on obtiendra ne pourront fournir d'indications véritablement utiles que s'ils ont été établis rigoureusement identiques.

M. Daniel Zolla¹, dans un article publié dans la *Revue des Sciences politiques*, a mis en lumière ce caractère des prix de revient agricoles : « Il semble qu'en divisant le total des dépenses par les quantités récoltées, on obtient exactement le coût de production. Le public est tenté d'ajouter que tous les commerçants utilisent leur comptabilité pour connaître les prix de revient de leurs marchandises et qu'il suffit aux agriculteurs de suivre cet exemple pour être exactement renseignés.

« Eh bien ! Non ! Les commerçants et les industriels se livrent à des opérations qui correspondent exactement à des ventes et à des achats réels. En agriculture, les choses se passent autrement. Le cultivateur produit lui-même la plupart de ses matières premières comme les aliments donnés au bétail, comme les pailles qui servent à la fabrication du fumier ; cet engrais semblable à une matière

1. Zolla. *Les prix de revient agricoles*, p. 7. Bibliothèque Sciences politiques, Mélanges, g. v., 8^o, 63.

première est porté sur les champs pour arriver à produire une récolte. La récolte obtenue reçoit la fumure, mais ne l'achète pas après en avoir discuté le prix selon sa qualité, pas plus que les animaux ne discutent le prix des fourrages qui leur sont distribués. La force des attelages nourris à la ferme avec des aliments que l'agriculteur n'a pas achetés, cette force, moyen de production, a une valeur que l'on peut fixer seulement après une évaluation toute arbitraire. Cette évaluation a pour base le prix des aliments donnés, déduction faite du fumier produit : le prix des aliments ou des fumiers dépend lui-même de la valeur attribuée sans exactitude aux fourrages ou aux fumiers qui ont servi à produire les grains, les racines, les foin ou les pailles, toutes matières données aux animaux.

Tout est ainsi mêlé ; toutes les productions sont subordonnées les unes aux autres. Puisque la plupart des prix attribués aux éléments d'un compte spécial sont arbitraires, on arrive à faire gagner ou perdre le compte correspondant, car ce qui est inscrit au débit de l'un est porté au crédit de l'autre.

Dans le commerce, au contraire, ou dans l'industrie, il y a des ventes effectives et des achats réels ; les prix de revient ne comportent pas d'hypothèses ou d'évaluations personnelles. » Pourtant, des prix de revient agricoles ont été établis, mais ils sont, soit très anciens et fort arbitraires — et l'opinion de M. Zolla est alors entièrement confirmée — ou très récents, établis suivant des méthodes nouvelles que l'auteur de l'article que nous venons de citer ne connaissait pas encore lorsqu'il l'a écrit.

Nous croyons pouvoir affirmer que la conception actuelle du prix de revient était inexistante avant 1914. Des spécialistes avaient bien essayé de lancer cette notion, mais

elle ne fut jamais retenue par les grandes associations agricoles de notre pays ni par les dirigeants de nos écoles nationales d'agriculture.

Depuis la guerre, l'augmentation des produits agricoles, des dépenses qui en découlent et l'industrialisation plus poussée de l'agriculture de certaines régions ont fait une obligation à de nombreux agriculteurs d'avoir à leur disposition une comptabilité agricole sérieuse leur permettant de voir clair dans leurs affaires. Cette comptabilité nécessite obligatoirement à la base l'établissement du prix de revient des divers produits de la terre. L'établissement et l'étude du prix de revient sont particulièrement intéressants lorsqu'il s'agit de la betterave à sucre.

Si la betterave est le produit agricole qui a le prix de revient le plus élevé, qui a eu, et a encore, le prix de vente le plus élevé (ce qui ne veut pas dire suffisamment rémunérateur), c'est aussi une matière première qui alimente une grande industrie nationale et intéresse à ce titre six millions de Français ¹.

Sans doute, il semble difficile, lorsqu'on traite de la culture betteravière, de ne pas aborder la question du sucre qui est extrêmement complexe ; mais alors nous sortirions

1. Lorsque, en 1797, Margraff découvrit la présence du sucre dans la racine de la betterave, on ne pouvait se douter de l'essor que devait prendre la culture de cette plante industrielle, essor qui, du reste, n'a commencé que 50 ans plus tard.

En 1840 on a produit en France	23.760 tonnes de sucre raffiné.
En 1850	— 60.720 —
En 1860	— 153.120 —
En 1873	— 349.360 —
Pour atteindre en 1902	1.051.931 —

chiffre qui n'a été dépassé qu'en 1930-31 avec 1.084.129 tonnes correspondant à une superficie cultivée en betteraves de 282.000 hectares.

du sujet même que nous nous sommes tracé : nous voulons prendre la betterave dans sa culture même, à son origine, c'est-à-dire avec les premiers travaux effectués sur la terre qui la portera, et la suivre ensuite jusqu'à la bascule de la râperie ou de la sucrerie ; ce que nous chercherons avant tout c'est à savoir à combien on peut estimer la tonne de la préciseuse racine que l'agriculteur porte au sucrier. Plus exactement, nous chercherons à quel prix revient la mise en culture d'un hectare de betteraves, car nous verrons qu'il est extrêmement difficile de déterminer le prix de revient de la tonne, parce qu'alors intervient la question du rendement si particulière à l'agriculture. Le rendement, c'est-à-dire le poids total des racines récoltées sur un hectare, est fonction des soins apportés, de la fertilité des terres et des conditions atmosphériques — soit de deux conditions sur trois qui ne dépendent pas du pouvoir de l'homme. Le prix de revient à l'hectare et le prix de revient à la tonne sont deux notions tout à fait voisines ; on passe de l'une à l'autre par une simple division, mais la deuxième présente un degré d'incertitude beaucoup plus fort que la première.

Seulement, ayant abouti à un chiffre, nous ne pourrions pas en rester là parce qu'il existe en notre matière un état de choses des plus intéressants, état de choses qui vient de ce que les planteurs estiment que leur prix de vente ne couvre pas leur prix de revient tel que nous le calculerons et auquel on paraît avoir trouvé remède ; une étude sur la situation d'une partie de l'économie agricole actuelle, de l'économie betteravière et sucrière, a donc, à sa base, l'étude même du prix de revient. A cela les agriculteurs planteurs de betteraves sont directement intéressés.

Mais avec M. Zolla nous pourrions dire que le problème

des prix de revient n'intéresse pas seulement les cultivateurs ; il mérite de fixer l'attention de tous ceux qui veulent discerner les causes des variations des prix des produits alimentaires ou des matières premières industrielles : « Il a même une portée sociale, car il se rattache aux profits réalisés par les agriculteurs et aux mesures législatives réclamées par les intéressés pour élever le taux des bénéfices » (ou diminuer le chiffre des pertes, ajouterons-nous plus exactement aujourd'hui).

Cette citation permet d'expliquer pourquoi nous avons choisi l'étude du prix de revient de la betterave sucrière : c'est qu'en dehors de l'étude proprement dite du prix de revient il y a, en notre matière, un mouvement à portée plus haute, à « portée sociale » très net, beaucoup plus net, parce que moins compliqué, qu'en matière de culture du blé par exemple. Ce n'est qu'une application d'idées qui font leur chemin aujourd'hui, qui sont « dans l'air », mais, ne fût-ce qu'à ce titre, il était impossible de n'en point parler ; et nous serons heureux si notre étude du prix du revient peut montrer la nécessité et en même temps l'utilité de ces ententes professionnelles dans une branche de l'activité économique qui, jusqu'ici, y avait paru absolument rebelle.

Nous ne donnerons pas une bibliographie détaillée des ouvrages que nous avons consultés. Nous avons eu naturellement l'occasion d'utiliser des renseignements d'auteurs tels que M. Hitier dans son livre *Les plantes sarclées*, MM. Leroux et Lenglen dans leur monographie du département de l'Oise, M. Pennock : *La question du sucre en Europe après la guerre*. Mais l'essentiel de notre étude a été fourni, soit au point de vue statistique et comptable, soit au point de vue agricole proprement dit par des

enquêtes personnelles auprès de personnes compétentes et d'agriculteurs, spécialement de fermiers de la région de Meaux.

Il nous est très agréable de remercier ici les personnes qui, toutes, nous ont si aimablement facilité notre tâche, et plus particulièrement : M. René Courtier, sénateur de Seine-et-Marne, spécialiste des questions betteravières et membre de la commission de révision des contrats betteraviers; M. Rouilly et M. P. Giard, respectivement directeur et chef de service de la Société Agricole de Comptabilité et de Revision (S. A. C. E. R.), 8, rue d'Athènes à Paris, qui, en nous acceptant dans leur service pendant quelque temps, nous ont obligeamment permis de rassembler des renseignements comptables très précieux; M. Scailherez, l'éminent secrétaire général de la Confédération Générale des Planteurs de Betteraves (C. G. B.), 5, rue Tronchet, Paris, qui nous a si utilement guidé dans la question des accords de contingentement; M. Desbordes, chef de bureau au ministère de l'Agriculture, qui a bien voulu nous communiquer nombre de renseignements.

Qu'ils veuillent bien trouver maintenant l'expression de notre reconnaissance particulièrement sincère.

CHAPITRE PREMIER

LA CULTURE DE LA BETTERAVE A SUCRE

SECTION I. — La ferme à betteraves de la Région Parisienne, type moyen de la grande exploitation se consacrant à la culture intensive.

Nous avons limité plus particulièrement nos recherches à la région parisienne, surtout aux régions situées au Nord et à l'Est de Paris et qui comprennent les départements suivants : Oise, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne.

Dans ces départements, les fermes qui se livrent à la culture de la betterave sucrière sont à peu près toutes de grosses exploitations, leur superficie variant entre 100 et 400 hectares. Certaines, nous en connaissons dans la région de Meaux en Seine-et-Marne, atteignent 450 hectares d'un seul tenant.

Notre type moyen aura une superficie de 200 hectares environ ¹.

Il est nécessaire de préciser ainsi ce point, car il s'en faut que, dans les diverses contrées de France où l'on cultive la betterave spécialement en vue de sa transformation industrielle en sucre, on ait toujours affaire à de grosses exploitations. A cet égard, les départements du Nord de la

1. La surface moyenne des vingt fermes que nous avons prises pour notre étude statistique étant de 196 ha. 06.

France, gros producteurs de betteraves sucrières, présentent un aspect tout différent de celui de la région que nous nous proposons d'étudier : de très petites exploitations cultivent la betterave pour les sucreries. La propriété est extrêmement morcelée ; dans le département du Pas-de-Calais par exemple, il n'est pas rare de rencontrer des exploitations d'une dizaine d'hectares, où un à deux hectares sont consacrés à la culture qui nous intéresse.

Il est alors évident qu'entre ces deux catégories de fermes les conditions de la culture, quant à l'établissement du prix de revient, seront très différentes : par exemple, différences dans la question des frais généraux, dans la question des frais spéciaux ; différences dans les conditions de la culture tout court, ainsi questions d'emploi du matériel mécanique, de main d'œuvre payée à la tâche, même de salariés ordinaires. Il semble, par suite, difficile de comparer une ferme de 10 hectares du Pas-de-Calais et une ferme de 200 hectares de la Brie ou du Valois.

Dans la région que nous considérons, dans l'« Ile de France », pourrions-nous dire, si nous prenons ces trois mots dans leur sens géographique et non dans leur sens historique, il apparaît à peu près inévitable que les exploitations agricoles soient toutes d'envergure assez large. La culture intensive du blé, comme des plantes industrielles, est appelée par la qualité et par la quantité des terres que nous y rencontrons ; celles-ci se trouvent dans une des régions de France des plus peuplées et des plus proches des grands centres urbains et industriels. La cherté relative du sol, une production abondante réclamée par les besoins des populations amènent nécessairement le genre de culture que l'on appelle intensive. Ces terres, qui produisent les céréales, sont aussi les plus aptes à produire la

betterave ; en outre, tous les fermiers savent que la culture de la betterave sur une pièce de terre, prépare, d'une façon vraiment parfaite, les conditions de culture des céréales qui viendront ensuite ; il est alors naturel que la betterave sucrière y fasse l'objet d'une culture intensive — sans entrer dans des considérations pécuniaires qui pourtant paraissent essentielles.

Au Nord de la Loire, en Beauce, au-dessus du calcaire de Beauce, dans la Brie au-dessus des argiles et des meulrières de Brie, dans le Soissonnais, au-dessus du calcaire grossier, dans le Vexin au-dessus de la craie, on trouve une terre très spéciale, un dépôt limoneux, c'est le limon des plateaux, composé de sable fin et d'argile, sans cailloux, qui est le type même, dit M. Hitier¹, « de la bonne terre arable ». Au point de vue chimique, ce sol est pauvre en chaux et en acide phosphorique, mais sa profondeur peut atteindre 10 à 12 mètres. Dans cette terre franche, l'air et l'eau circulent, les plantes ne souffrent pas de la sécheresse, car elles peuvent enfoncer leurs racines à de grandes profondeurs dans ce sol meuble et aéré.

Culture intensive, cela signifie division du travail, spécialisation, emploi aussi développé que possible de machines, travaux à la tâche, lorsqu'il y a nécessité d'exécution rapide et en masse (binage des betteraves, arrachage), cela signifie également organisation générale de la ferme dans le but de réduire au minimum les frais généraux, productivité poussée au maximum : le morcellement n'existe généralement pas, l'emploi des machines est facile et les pertes de temps sont évitées. Les heures de travail sont exactement mesurées, les contremaîtres

1. M. Hitier. *Exploitation d'un domaine rural.*

exercent une surveillance constante sur le personnel et le rendement utile de la main-d'œuvre est bien plus élevé même qu'en moyenne exploitation ; les frais généraux de l'entreprise et l'amortissement se répartissant sur un grand nombre d'hectares sont plus faibles que partout ailleurs.

La circulation du capital étant, en agriculture, toujours assez longue, puisqu'un agriculteur qui fait des « avances » à sa terre ne rentrera dans son argent qu'au moment où il aura vendu sa récolte correspondant aux avances envisagées, c'est-à-dire au minimum un an après, la culture intensive nécessite de gros capitaux, exactement comme une industrie.

Notre ferme-type est donc une grande usine terrienne dont tous les rouages sont agencés pour concourir à la production commune. Réunie au village dont elle constitue au moins tout le côté d'une rue, ou bien isolée au milieu du domaine, elle s'annonce par ses granges aux toits de tuiles, le plus souvent aujourd'hui, et par la masse et l'importance des constructions en pierre de taille qui la composent. Une grande porte entre deux pilastres en indique l'entrée ; elle est bordée de droite et de gauche par des étables et des granges, des remises et des écuries. Pour compléter et fermer le quadrilatère, face à la porte se dresse la maison d'habitation du fermier exploitant (car il est bien rare que le propriétaire du sol l'exploite lui-même). Cette habitation de maître est de forme régulière, construite en pierre meulière, à un étage, spacieuse, claire, aménagée avec un confort tout moderne. Nous avons dit qu'autour de la grande cour à peu près carrée, les remises, les étables, les granges, les magasins apparaissent solidement édifiés en pierre de taille : dans un bâtiment

spécial se trouve la force motrice, c'est en général une locomobile ou un moteur fixe à vapeur — l'emploi de moteur électrique pour les installations fixes s'est, du reste, généralisé et c'est cette catégorie de force motrice qui aujourd'hui fait marcher un grand nombre d'appareils dont on se sert couramment et qui ne nécessitent pas, pour leur marche, une dépense d'énergie trop considérable ; ainsi la batteuse restera entraînée par la locomobile.

Aux alentours de la ferme, près de l'entrée, nous trouvons une mare cimentée, qui sert surtout à la baignade des chevaux et bien plus accessoirement à celle des canards.

Immédiatement en arrière des bâtiments sont les fosses à pulpes où s'emmagent les provisions d'hiver. Elles avoisinent une petite pâture sans arbres et bientôt sèche où vagabondent quelques rares génisses. Là également se trouve la grande fosse à fumier. De petites maisons réparties autour de l'exploitation sont occupées par les ouvriers sédentaires ; elles sont composées d'un simple rez-de-chaussée comprenant deux ou trois pièces. Une maison, spécialement construite en briques creuses, sert de logement aux Belges qui viennent biner les betteraves et ne repartent qu'à la fin de l'automne.

Le maître de céans est un gentleman-farmer. Généralement instruit, très souvent aujourd'hui, ancien élève d'une de nos écoles d'agriculture, il se considère avec raison comme l'égal de l'industriel : il a ses contremaîtres, ses commis de culture, qui transmettent ses ordres au personnel, ce qui ne l'empêche pas d'exercer lui-même la haute surveillance sur les mille détails de l'exploitation. Les marchés aux grains de la région le voient quelques fois ; par contre, c'est un habitué fidèle de la Halle aux Grains à Paris, le mercredi.

Le chef d'exploitation a la haute direction de cette grande usine. Il y a un personnel nombreux, dont la composition est extrêmement variable suivant les fermes — mais qui ne peut cependant, pour 200 hectares, descendre au-dessous d'un certain minimum. Il y a toujours au moins un spécialiste, c'est-à-dire un employé, qui, étant plus apte à telle ou telle tâche très particulière, la remplit d'habitude : la conduite des tracteurs est une fonction de spécialiste. Il y a un certain nombre d'hommes de cour, qui ne sont aptes à aucune spécialisation. Nous trouvons un ou deux bouviers, trois charretiers au moins, avec un premier charretier qui a la surveillance de l'écurie et du départ des attelages, un vacher, un berger dans certaines fermes bien qu'on en rencontre de moins en moins, état de chose existant déjà avant la guerre. Des femmes, enfin, sont employées, soit aux travaux intérieurs de la ferme, soit aux travaux extérieurs, au moment où il y a un effort à fournir en masse, au temps de la moisson surtout.

Les animaux de travail sont nécessairement nombreux, pour le travail des champs on compte une attelée par 30 hectares — une attelée comprend 4 chevaux ou 6 bœufs, — pour une culture portant sur 200 hectares on trouvera donc au minimum une dizaine de bœufs et une vingtaine de chevaux.

Il faudrait pour être plus complet tenir compte également des animaux de rente : bœufs engraisés, porcs, moutons, mais ceci n'est que très secondaire. Il faudrait parler aussi des produits de basse-cour qui sont nombreux et que l'on rencontre toujours.

Le matériel d'une telle ferme est en fonction de son importance : il y a toujours un tracteur et naturellement

tous les instruments nécessaires à la culture : déchaumeuses, charrues, brabant (grosses charrues à double soc pour labours profonds de 30 à 40 centimètres), herses, rouleaux, émotteuses, croskills (rouleaux portant des roues dentées de fonte qui pulvérisent les mottes de terre), extirpateurs. Il y a encore les semoirs à semences, les semoirs à engrais, les tombereaux, chariots et autres : pour ne citer que le matériel plus spécialement utilisé dans la culture de la betterave et sans compter tout le matériel fixe que l'on trouve à la ferme (batteuse, coupe-racines, hache-paille, concasseur, etc...). Outillage si considérable que certaines fermes s'adjoignent parmi leur personnel un mécanicien et un maréchal — mais ce n'est pas là la généralité des cas. Nous ne citerons que pour mémoire le petit matériel secondaire, les fournitures (cordes, fils de fer, pièces mécaniques, courroies...), qui n'apparaissent pas, au premier abord, mais qui, dans les comptes d'une exploitation, tiennent une place qui n'est pas du tout négligeable.

Nous avons donc là une usine qui, ainsi que nous le voyons dans l'industrie, a sa vie propre, qui dispose de moyens matériels et financiers considérables et qui, par là, reste tout à fait apte aux cultures à grand rendement, en particulier aux cultures des plantes industrielles ; celles-ci nécessitent l'engagement de gros frais, mais apportent une rémunération tenue pour avantageuse, ou des moins déficitaires, ce qui, en notre période de crise, paraît encore être un avantage.

SECTION II. — La culture proprement dite de la betterave à sucre.

La culture de la betterave nécessite une préparation très longue, souvent reprise, exigeant du personnel, du

matériel, des matières considérables dont le total est important, par conséquent une mise en jeu de gros capitaux qui est, en principe, à la portée des seuls gros fermiers.

Il faut rappeler ici ce que nous avons indiqué dans notre introduction : il n'est pas possible d'isoler entièrement une spéculation agricole des autres spéculations que le fermier entreprend également. Le fermier de « l'Ile de France » se spécialise, concentrant ses efforts et ses capitaux sur quelques produits agricoles seulement, sur ceux qui sont le mieux adaptés aux conditions naturelles du milieu où il cultive et aux conditions économiques du moment, mais il lui est impossible de pousser la spécialisation trop loin et de ne se livrer qu'à la culture d'un seul produit.

Tout le monde a entendu parler de la question de l'assolement. Une même parcelle de terre ne peut pas porter tous les ans la même culture. Une plante cultivée sur un sol déterminé prend à ce sol un certain nombre d'éléments fertilisants qui sont nécessaires à sa croissance, elle épuise le sol : pour redonner à celui-ci les éléments qu'il a perdus, il est nécessaire de mettre à la place de l'ancienne plante, une autre plante qui lui restitue les éléments pris par la première ou, au moins, qui ne prenne pas les mêmes. Cette alternance des cultures sur une même terre, c'est l'assolement.

Les fermes de « l'Ile de France » s'adonnent à trois cultures essentielles : betteraves, blé, avoine ; ce sont ces trois plantes que l'on fait venir à tour de rôle sur une même terre ; nous avons donc, en principe, ce qu'on appelle un assolement triennal. Cependant, dans notre ferme-type, on ne peut dire qu'il y ait un système de rotation absolument invariable : suivant le cours du sucre on fait une part

plus ou moins grande aux betteraves, suivant la situation même des champs et la facilité des charrois de betteraves on fait revenir plus ou moins souvent la betterave sur la même terre. Toutefois, on fera une certaine place aux prairies artificielles (luzerne surtout), on fera revenir cette légumineuse tous les dix ou quinze ans pour reposer la terre, pour en faire une terre neuve.

Pour les 196,06 hectares de notre ferme moyenne, nous aurons pour l'année 1934-1935 l'assolement général moyen suivant :

Blé de betteraves.	44.12
Blé de légumineuses.	19.13
Betteraves	41.30
Avoine.	23.30
Orge.	7.50
Prairies artificielles	31.12
Pâtures	29.59
	196.06

Il est évident que, chaque année, la surface emblavée pour chaque catégorie de culture est susceptible de variations.

L'assolement normal étant l'assolement triennal, nous aurons sur telle parcelle de terre cette année du blé, l'année suivante de l'avoine, la troisième année de la betterave, la quatrième année du blé et ainsi de suite, au bout de quatre tours, c'est-à-dire de douze ans, on mettra sur la pièce de terre pendant deux ans de la luzerne. Mais comme cet assolement n'a rien d'immuable, pour des pièces de terres qui seront voisines de la bascule où l'on viendra faire peser les tombereaux chargés de betteraves, ou bien pour les pièces près de telle ou telle route permettant de faire sortir aisément les charrois, l'assolement pourra être blé, betteraves, blé, betteraves, etc..., parfois avoine ou

luzerne. Il est bien évident que dans ce cas, on demandera plus d'éléments fertilisants au sol, on l'appauvrira par suite davantage; il faudra alors veiller tout particulièrement à ce que les plantes cultivées, les céréales ou les betteraves ne soient pas atteintes par les maladies; il faudra, en outre, faire intervenir les engrais à plus forte dose.

La rotation des cultures, surtout lorsqu'on pratique la culture intensive, n'a jamais été suffisante pour restituer au sol tous les principes fertilisants que les plantes cultivées lui prennent. De là la question des engrais, engrais naturels d'abord, engrais de complément, engrais minéraux ensuite.

Nous ne parlons ici que des engrais en tant que nécessaires à la culture de la betterave. Nous verrons, dans l'établissement statistique du prix de revient, que la question de savoir dans quelle proportion les avances en engrais faites à une terre, pour une culture donnée, profitent aux cultures suivantes est une question controversée, qu'il est nécessaire de recourir à une convention lorsque l'on veut attribuer une dépense de fumure à une culture déterminée.

Le premier engrais est un engrais naturel, c'est le fumier. La ferme le fournira; s'il n'y en a pas suffisamment, elle en achètera: il y a un cours du fumier, pris dans certaines conditions, comme il y a des cours pour toute autre marchandise, ce qui permettra d'ailleurs, disons-le en passant, d'évaluer la dépense faite avec précision.

On admet, en principe, que le fumier mis en terre profite aux trois récoltes suivantes. Dans le cycle de l'assolement, c'est l'année où l'on va cultiver la betterave que l'on choisit pour l'incorporer au sol par un labour profond. Il

profitera donc très directement à cette culture. Notre ferme utilisera une moyenne de 35 tonnes de fumier à l'hectare, c'est là, du reste, une moyenne très générale; certains fermiers fument à 40 tonnes et plus à l'hectare. M. N..., ancien fermier de la région de Changis (Seine-et-Marne), qui nous a fourni un certain nombre de renseignements très utiles, nous a déclaré qu'il employait 30 tonnes. Notre moyenne des 20 fermes de la région Parisienne, sur laquelle nous nous basons, fait ressortir un chiffre tout à fait voisin de 35 tonnes de fumier à l'hectare.

La question des engrais minéraux laisse beaucoup plus de place à l'imprécision. Toutes les terres n'ont pas la même valeur au point de vue chimique; par conséquent, il faudra leur donner de façon très variable les principes chimiques fondamentaux suivants : azote, chaux, ammoniacque, phosphate, potasse. Les types de produits, couramment employés, que pourra utiliser notre ferme sont les suivants : du superphosphate environ 5 à 6 quintaux à l'hectare, du sulfate d'ammoniaque ou du nitramo (ammoniaque nitré) 2 quintaux, du nitrate de sodium 3 ou 4 quintaux, du chlorure de potassium (en couverture) 2 quintaux environ. Pour compléter l'énumération des matières fertilisantes que l'on incorpore au sol, il est nécessaire de mentionner la marne; c'est un engrais minéral, extrait de carrières assez peu profondes; répandue sur un sol, elle apporte à ce dernier la chaux dont il a besoin. La marne est un très bon engrais et le fermier qui marne sa terre prouve, par là même, qu'il tient à la soigner. Aujourd'hui on tend à marner bien moins qu'autrefois dans la plupart des fermes, car il est très difficile d'avoir des ouvriers marneurs; c'est un travail pénible et qui nécessite une forte dépense. Il est vrai que, répandue sur

le champ, la marne est considérée comme devant lui profiter pendant dix ans : l'amortissement de la dépense s'étendant donc sur dix ans, la somme à porter chaque année au prix de revient des cultures, qui se succèdent sur la pièce de terre considérée, est relativement réduite. Les fermiers de la Brie, par exemple, marnent encore très généralement leurs terres.

Aux alentours des sucreries, le marnage est remplacé par l'épandage des défécations de ces sucreries. Très souvent une dose un peu plus forte d'engrais, surtout d'engrais phosphatés, qui, à côté de leur rôle chimique, ont une influence certaine sur l'ameublissement du terrain, permet de compenser la marne absente.

Telles sont les matières incorporées au sol. Nous passons donc maintenant aux semences. Celles-ci ne sont pas obtenues dans la ferme elle-même, elles sont toujours achetées au dehors à des grainetiers spécialistes. La question des semences intervient souvent dans les contrats entre les planteurs de betteraves et les fabricants de sucre. Il existe, en effet, diverses espèces de betteraves dont les rendements en sucre sont très différents. Il se peut très bien qu'une graine donne une racine d'un fort rendement en poids mais d'une très faible teneur en sucre : le fermier qui livre sa betterave au poids y trouverait son avantage, mais le sucrier n'y trouverait pas le sien ; c'est pourquoi le sucrier base son prix d'achat de la betterave sur le poids de celle-ci, mais en exigeant une certaine teneur en sucre calculée d'après ce que l'on appelle la densité¹; et c'est

1. On l'obtient de la façon suivante : on soumet à un courant d'eau chaude, une certaine quantité de cossettes, c'est-à-dire du produit du râpage de quelques-unes des racines à traiter, on pèse alors au densimètre le liquide obtenu.

pourquoi, souvent, il impose au planteur la graine que celui-ci doit utiliser.

Notre ferme emploiera une moyenne de 20 kilogrammes de graines à l'hectare.

Avant que le semis ne soit effectué, la terre a besoin de subir un certain nombre de préparations. Lorsqu'elle doit recevoir de la betterave, la terre supporte des façons très nombreuses et, par là même, très onéreuses, — un jardin n'en subirait certainement pas autant. Mais il y a cet avantage très considérable et déjà signalé, qu'après la récolte des betteraves, la terre absolument nettoyée, est, sauf un léger labour à donner pour enfouir les fanes, prête à recevoir la semence de blé qui constituera immanquablement la culture suivante ; par conséquent la préparation d'une terre à blé de betteraves sera des plus minimes.

En Septembre, ou même plus tôt, dès que la moisson sera terminée, on procédera au déchaumage des pièces de terre que l'on destine à porter la récolte de betteraves de l'année suivante. Pour cette opération préliminaire indispensable notre ferme emploiera une déchaumeuse attelée à un tracteur, ce dernier étant conduit par un spécialiste ; c'est un travail relativement rapide, surtout lorsqu'on emploie la traction mécanique. Dans de bonnes conditions, comme il est permis de les prévoir, étant donné la saison où est effectué ce travail, 3 hectares pourront être déchaumés en une journée.

Pour fixer davantage les idées, nous allons prendre une pièce de terre : elle a 7 hectares 5 de surface — ainsi qu'il ressort de la moyenne statistique obtenue en comparant les différentes surfaces des pièces de terre emblavées en betteraves, dans les 20 fermes de « l'Ile de France » qui nous servent de base — et nous allons suivre tous les travaux

qui seront effectués sur cette pièce de terre au cours des saisons.

Toujours à la même époque, après le déchaumage a lieu le transport et l'épandage du fumier. Il est nécessaire d'employer pour le transport proprement dit, plusieurs charretiers conduisant chacun 4 chevaux attelés à un tombereau. Le chargement et l'épandage sont des travaux effectués à la tâche ; le premier travail étant une opération plus pénible que le second. Ce travail étant terminé, on pourra passer le rouleau croskill pour enfouir un peu le fumier mais surtout on procédera, en Octobre ou Novembre, au grand labour, labour que d'ailleurs l'on reprendra dans les mêmes conditions au mois de janvier. On emploie à cette fin des attelées de 3 ou 4 chevaux tirant chacune une charrue brabant. Ces labours sont très profonds (30 à 40 centimètres), destinés naturellement à aérer, à ameublir la terre et à y incorporer intimement les fumures répandues précédemment. Une attelée laboure en général un hectare en trois jours.

Interviennent alors ce qu'on appelle les façons superficielles par opposition aux labours ; ce sont les travaux de roulage, émottage, hersage, extirpage : ils sont très nombreux et suivant l'expression commune « pour un oui ou pour un non » on passe la herse ou le rouleau. La terre à betterave demande énormément de roulage : si la terre durcit, parce qu'il est survenu une gelée, si le temps est très sec et que la terre ait été mise en motte au moment des labours, les façons superficielles interviendront pour égaliser le sol : il suffit de voir les champs en mars ou en avril pour constater l'état de planéité et de propreté parfaite qui y règne.

En Mars, on procède au semis des engrais chimiques

avec des semoirs tirés par deux chevaux. Immédiatement après, les façons superficielles sont reprises : un roulage et un hersage.

En Avril-Mai ce sont les semis des graines de betteraves, semis effectués au semoir. Il faut noter ici qu'on emploie des semoirs à raies inégalement distantes de façon à laisser tous les trois rangs un espace plus large, destiné au passage plus aisé de la houe à cheval. Le semoir Smith par exemple présente en avant des socs distributeurs de petites herse triangulaires qui déchirent le sol, creusant une rigole où sera déposée la graine ; de petits disques en fonte, situés derrière les distributeurs de graines, enfoncent la graine en terre : celle-ci se trouvera à une profondeur à peu près constante allant de 1 à 2 centimètres. On reprendra à nouveau les façons superficielles en effectuant un ou deux roulages. Dès que les betteraves commenceront à sortir de terre, on procédera, en juin-juillet, à un premier binage à la houe à cheval, ensuite à l'épandage d'un engrais de couverture (du nitrate en général), puis à un roulage.

Interviendra alors le dégarnissage ou démariage. On ne peut laisser se développer toutes les racines qui ont levé : elles se nuiraient les unes les autres dans leur développement, il convient donc d'arracher les plants que l'on ne veut pas laisser. C'est un travail qui s'exécute à la main, par équipes et à la tâche. Les ouvriers employés sont, soit des Polonais, qui sont sédentaires (ils restent au village toute l'année), soit des Belges, qui forment une main-d'œuvre essentiellement saisonnière : ils viennent pour ces travaux de démariage, restent pour la moisson, exécutent les travaux de binage à la main, puis l'arrachage et s'en retournent ensuite dans leur pays. En principe, le démariage consiste à laisser 36 à 38 betteraves par 10 mètres de lon-

gueur ; les ouvriers touchent d'ailleurs des primes de régularité. On procède parfois au repiquage des manquants qui peuvent se produire dans une rangée. Tant que les betteraves ne seront pas trop grandes on passera la houe mécanique, cette fois-ci tirée par des bœufs : les bœufs abiment moins les betteraves jeunes que les chevaux.

A ces opérations succèdera le binage à la main fait ici encore par les Belges en équipe et à la tâche — c'est un travail très épuisant que des ouvriers français, ne travaillant pas pour eux-mêmes, ne consentiraient pas à faire.

A partir de ce moment il n'y a plus à intervenir avant l'arrachage qui a lieu vers le mois d'Octobre, lorsque la betterave sera à sa condition optima de maturité, lorsque ses grandes feuilles d'un vert vernissé commenceront à jaunir.

L'arrachage est parfois précédé du soulèvement des racines ; l'appareil utilisé est tiré par des chevaux ; il ameublait la terre de chaque côté de la betterave et permet un arrachage plus aisé. L'arrachage, exécuté par les Belges et les Polonais, se fait à l'aide d'une petite fourche à main très courte qui permet d'aller chercher la racine dans le sol et d'avoir plus de prise pour l'extraire. On voit ainsi au mois d'Octobre dans les champs de betteraves plusieurs groupes de 4 à 5 ouvriers belges, courbés vers le sol, extrayant d'un geste rapide la racine du sol, la déposant de côté et avançant à petits pas comme pour quelque course originale.

Derrière les équipes d'arracheurs, passe une équipe de décolleteurs. Ceux-ci, à l'aide d'un instrument semblable à une serpe, tranchent la betterave abandonnée sur le sol de façon à séparer ce que l'on appelle le collet, c'est-à-dire la partie supérieure de la betterave qui porte les feuilles,

du corps de la racine elle-même ; la section doit être très nette et exécutée le plus haut possible, mais sans toutefois laisser trop de vert après la racine — ce qui obligerait à augmenter la tare au moment de la pesée, puisque ce serait là un déchet inutilisé par la sucrerie.

Les fanes seront laissées sur place ; elles serviront d'engrais, engrais d'ailleurs extrêmement apprécié. Seule la racine sera chargée sur les tombereaux qui doivent la porter à la bascule.

Arrachage, décolletage, chargement sont effectués à la tâche.

Il ne reste plus maintenant que le transport du champ à la bascule ; les distances peuvent être extrêmement variables. Les charrois se font vers mi-Octobre avec des attelées de 4 chevaux ou de 6 à 8 bœufs et l'on peut voir, à cette époque, ces pittoresques attelages travaillant en plein effort pour sortir des terres généralement humides et très grasses les grands tombereaux emplis jusqu'au faîte.

CHAPITRE II

LE PRIX DE REVIENT DE LA BETTERAVE A SUCRE

SECTION I. — La comptabilité-prix de revient.

Ces vues assez succinctes sur le travail et les matières nécessités par la culture de la betterave font apparaître les éléments qui vont servir à l'établissement statistique du prix de revient, objet de notre étude.

Les quelques tableaux statistiques de prix de revient, que l'on peut trouver dans les ouvrages déjà anciens¹ traitant de la betterave, donnent bien un chiffre global à l'hectare, décomposé en quelques éléments dont les principaux sont le travail, les matières incorporées au sol, les frais généraux, mais aucun ne pousse le détail très loin et surtout aucun ne donne la méthode qui a permis d'arriver à ces chiffres partiels. Il est très bien de dire qu'un labour coûte par exemple 250 francs à l'hectare, mais il nous semble encore mieux de dire par quelle méthode nous sommes amené à évaluer la dépense, présentée par ce labour, à 250 francs.

C'est un reproche que l'on peut adresser aux enquêtes faites directement auprès des agriculteurs de ne pas détailler l'origine même des dépenses faites.

1. Ils datent d'avant-guerre.

Sans suspecter les résultats obtenus — et encore y aurait-il beaucoup à dire à ce sujet — l'agriculteur qui, dans une enquête, estimera un roulage à 10 francs, se basera pour donner ce chiffre sur certaines conditions de travail, sur le prix des journées d'hommes et de chevaux, sur le prix du matériel, des frais spéciaux qui déjà sont très variables ; l'inconvénient est que cela n'apparaît en général ni dans l'enquête, ni dans les tableaux.

Une enquête sur le prix de revient de l'hectare de betteraves, faite en 1934 par la Confédération Générale des Planteurs de Betteraves auprès d'un certain nombre d'agriculteurs, dont la plupart ne sont pas suspects d'avoir systématiquement donné des résultats inexacts, ne présente pas, malgré tout, une précision poussée aussi loin que nous désirerions la trouver.

Par contre, une méthode, encore peu connue à l'heure actuelle et qui mériterait, semble-t-il, une plus large diffusion, a retenu notre attention pour le degré d'exactitude et de sincérité qu'elle paraît présenter. Il s'agit de la méthode très récente¹ du Lieutenant-Colonel Rimaillho, méthode mise en application par la Société Agricole de Comptabilité et de Revision.

C'est en nous inspirant directement de cette méthode et même en utilisant certains de ses résultats pour la campagne 1934-1935, que nous sommes arrivé aux résultats statistiques que nous présentons dans le corps de cet ouvrage. C'est la source principale de notre étude sur le prix de revient de la betterave quant aux éléments comptables proprement dits.

1. Sa mise en œuvre ne date que de 1930. — Cf. Rapport du L^t-C^l Rimaillho. 2^e journée d'*Études de comptabilité agricole* du 28 mai 1932.

Nous avons, du reste, confronté ces résultats avec ceux fournis par l'enquête faite en 1934 par la C. G. B. Nous les avons confrontés avec ceux provenant d'une enquête personnelle auprès de cultivateurs, plus spécialement de cultivateurs de la région de Meaux. Nous nous sommes servi également des résultats de l'exploitation de la Ferme Extérieure de l'École Nationale d'Agriculture de Grignon, qui sont publiés annuellement dans des rapports très détaillés — cette source, d'ailleurs, est très particulière et ne peut être utilisée qu'accessoirement et avec précaution : si la méthode statistique est rigoureuse, les résultats obtenus diffèrent d'une marge parfois considérable d'avec notre moyenne portant sur les 20 fermes de « l'Ile de France » et cela s'explique par le fait que la ferme extérieure de Grignon n'est pas entièrement dans les mêmes conditions qu'une grande entreprise agricole privée : elle a certainement plus de personnel qu'il ne lui serait nécessaire, elle a davantage de frais généraux — d'où un prix de revient trop élevé par rapport à la normale.

Nous allons donc d'abord exposer la méthode de la S. A. C. E. R. puisque c'est celle qui nous semble la plus rationnelle et puisque c'est celle dont nous nous servons.

L'organisation repose sur le principe suivant : l'agriculteur tient une comptabilité simple et réduite au minimum ; il apparaît que ce n'est pas trop lui demander, car aujourd'hui, quoi qu'il en dise, tout agriculteur tient une comptabilité, si rudimentaire soit-elle. Il enverra les éléments recueillis à l'Office de Comptabilité : la S. A. C. E. R., celui-ci, dépouillant les renseignements donnés, fera, d'une façon absolument correcte au point de vue comptable, les écritures nécessaires et, en outre, présentera en fin d'année

un résultat comptable très complet sur les prix de revient des différentes spéculations agricoles entreprises par l'exploitation.

Il y a donc deux parties bien distinctes dans la méthode de la S. A. C. E. R.

La première partie est constituée par le travail de l'agriculteur.

La deuxième partie est constituée par le travail rempli par l'Office de comptabilité.

I. — Travail de l'Agriculteur ou enregistrement.

A chaque spéculation animale (chevaux, bœufs, moutons, etc..., etc...) correspond une lettre munie d'un coefficient et pour chaque pièce de terre un chiffre. Ces chiffres et ces lettres correspondent à leur tour à un compte.

On trouvera encore des comptes désignés par une lettre et un coefficient pour l'entretien (des animaux et des instruments de traction), pour le matériel, les bâtiments, les magasins, puis enfin les comptes d'exploitation.

a) *Pour les comptes de culture* : il y a un numéro d'ordre, le lieu dit du champ est remplacé par un chiffre 1, 2, 3.

Quand un travail est effectué pour l'année suivante on fait suivre le numéro de la pièce du chiffre 6, par exemple, si le travail est effectué pour une récolte devant avoir lieu en 1936.

b) *Pour les comptes animaux* : on aura par exemple pour les animaux de croît :

Bétail d'élevage.	A ₁
Bétail d'engrais	A ₂

c) *Pour les comptes d'entretien* : nous aurons :

Entretien du matériel roulant	E ₁
Entretien du matériel cultural	E ₂

à partir de E₁₀. Entretien des bâtiments et des immeubles.

d) *Pour les comptes de magasinage :*

Magasin de fumier (fumière)	M ₁
Magasin à engrais	M ₂

on peut établir autant de comptes magasinage que l'on en désire.

e) *Pour les comptes d'exploitation et comptes annexes :*

Eau	X ₁
Chauffage	X ₂
Battage pour la ferme, etc...	X ₃

Mais cela ne suffit pas, le cultivateur devra indiquer le travail effectué pour le compte intéressé : pour cela ont été établis des symboles de travaux.

a) *Travaux de préparation :*

Labours	P ₁
Déchaumage-	P ₂
Façons superficielles	P ₃

b) *Travaux de semis : S.*

c) *Travaux d'entretien :*

Façons d'entretien mécanique	F ₁
Façons d'entretien à la main	F ₂
Échardonnage	F ₃

d) *Travaux de récolte : R.*

e) *Travaux de manutention :*

	Chargement.	Transport.	Épandage.
Fumier	C ₁	T ₁	SE ₁
Engrais chimiques . .	C ₂	T ₂	SE ₂
Blé en grain	C ₃	T ₃	S
Blé non battu	C ₃₃	T ₃₃	
Betteraves sucrières .	C ₆	T ₅	
Gadoues	C ₁₀	T ₁₀	SE ₁₀
Marne	C ₁₂	T ₁₂	SE ₁₂

Pour la traction qui devra être appliquée à certains comptes nous trouverons :

TC. — Traction hippomobile.

1 C = 1 cheval.

2 C = 2 chevaux, etc...

TB. — Traction par bœufs (qui sont toujours par paires).

2 B = 2 bœufs

4 B = 4 bœufs.

TM. — Tracteur.

Chaque instrument aura son symbole, de cette façon on pourra savoir, quand on portera au compte matériel roulant, si c'est à un chariot ou à un tombereau ou à une voiture que l'on a affaire.

Nous saurons également de cette manière comment sont faites les façons dans les champs, avec quel instrument on est passé dans telle ou telle pièce.

Pour enregistrer les éléments nécessaires à l'établissement de la comptabilité du prix de revient (éléments « travail », éléments « matières », éléments « espèces ») le cultivateur dispose de trois pièces qui lui sont fournies par l'Office Central de Comptabilité ; ces trois pièces sont :

1^o *Une feuille journalière.* — Divisée en deux parties distinctes : au recto (pièce AI) on enregistrera le travail effectué dans la journée ; au verso (pièce AII) on portera les entrées et sorties des matières.

Cette feuille sera rédigée à l'aide des symboles que l'on a vu plus haut afin d'éviter de volumineuses écritures.

2^o *Une pièce B ou 32^e feuille* — à remplir en fin de mois — le cultivateur y portera les différents salaires payés.

3^o Une feuille de recettes ou dépenses sur laquelle l'exploitant portera tous les mouvements de caisse.

Pièce A.

1^o Pièce A I. — Dépenses de main-d'œuvre et traction. Cette feuille est tenue quotidiennement par le cultivateur.

L'agriculteur adhérent à l'office de Comptabilité reçoit un livre contenant 100 feuilles journalières qui peuvent se détacher ; il y a donc un talon.

Sur le premier talon, on inscrira le nom des ouvriers, ce qui fait que pendant les jours suivants il ne sera pas nécessaire de les inscrire. On évite bien des omissions, l'agriculteur ayant chaque jour au moment de rédiger sa nouvelle feuille, la liste complète de son personnel.

Au bout de quelques temps il devra remplir cette feuille rapidement ; lorsqu'il aura tous les symboles en tête, ce sera facile.

Il répartira son personnel dans sept colonnes horizontales placées les unes sous les autres et correspondant aux catégories suivantes : 1^o spécialistes ; 2^o charretiers ; 3^o hommes ; 4^o femmes ; 5^o jeunes gens ; 6^o vieillards, enfants ; 7^o entrepreneurs.

Ces diverses catégories correspondent, sauf la première, à un type de salaire différent — c'est ainsi qu'un bouvier s'il est payé comme un journalier rentrera dans cette catégorie, si son salaire est égal à celui d'un charretier on le rangera dans cette catégorie.

Dans les « spécialistes » on comprendra tous les ouvriers dont les salaires ne correspondent pas à une des classifications précédentes.

Verticalement la feuille A I est divisée en quatre colonnes principales correspondant chacune à 1/4 de journée. On a

pris le quart de journée parce que cela correspond assez bien aux quatre parties de la journée, pendant lesquelles l'ouvrier travaille et qui sont coupées ou terminées chacune par la collation du matin, le déjeuner, le goûter et le souper.

Chaque colonne « quart de journée » est subdivisée en quatre colonnes secondaires : 1^o compte ; 2^o travail ; 3^o traction ; 4^o instrument.

Dans la colonne « compte » on portera le symbole correspondant au compte pour lequel le travail a été exécuté.

Dans la colonne « travail » on indiquera au moyen du symbole approprié la nature du travail effectué.

Dans la colonne « instrument » on peut indiquer ou non l'instrument qui a été employé ; en effet, on saura par la colonne précédente la nature du travail exécuté et par ce fait même avec quel appareil.

Quand un ouvrier exécute le même travail pendant plus de un quart de jour, il suffira de tirer un trait dans les colonnes suivantes.

Dans la colonne « traction » on indiquera le mode de traction employé et, s'il y a lieu, le nombre d'animaux utilisés.

Pièce A II. — *Dépenses de matières.* — Chaque jour l'agriculteur consigne dans cette partie de la feuille tous les mouvements de matières.

1^o Les entrées :

Dans une première colonne on donnera le prix.

Dans une deuxième colonne la quantité. L'unité de poids sera le quintal.

Dans une troisième colonne, si la matière provient de l'exploitation, on indiquera le symbole du compte fournisseur ou du compte d'achat.

2° Les sorties :

Dans la première colonne : les quantités.

Dans la deuxième colonne : le compte pour lequel on fait cette sortie.

Pièce B ou 32^e feuille.

C'est la feuille de fin de mois, le cultivateur n'a que peu d'indications à y inscrire.

1° *Main-d'œuvre.*

Le cultivateur indiquera le montant des salaires, afin que l'on puisse déterminer le prix de journée d'un ouvrier de chaque catégorie. C'est le montant global de la paye de chaque catégorie d'ouvriers qu'on inscrira à la première ligne.

L'agriculteur remplira encore le § 4, concernant les avantages en nature et qui ne varieront pas d'un mois à l'autre.

Les autres parties (concernant le nombre de journées de travail et la valeur de la journée de travail, seulement en espèces) seront remplies par l'Office à l'aide de la feuille de travail journalier.

2° *Traction animale.*

Pour cette partie de la feuille, le cultivateur se contentera de donner le nombre de journées de présence en multipliant le nombre des chevaux s'il s'agit des chevaux, des bœufs s'il s'agit des bœufs, par le nombre de journées de présence à la ferme dans le mois.

Les autres paragraphes (concernant le nombre de journées de travail effectif et la valeur totale de la journée de travail) sont remplis par l'Office à l'aide de la pièce A I.

3° *Traction mécanique.*

Le cultivateur donnera le total des frais engagés sur son

tracteur : carburant, huile... Le reste sera donné par la feuille A indiquant l'entretien.

Mais, en général, on n'a pas à remplir ce cadre, car la première année on prendra un prix forfaitaire par comparaison avec d'autres tracteurs du même type travaillant dans les mêmes conditions.

L'Office fera en fin d'année un compte spécial pour le tracteur qui servira à rectifier les chiffres ayant servi de base première.

4° *Renseignements complémentaires.*

C'est dans cette partie de la feuille que l'on indiquera en fin de mois les travaux à tâche à imputer aux différents comptes.

5° *Une feuille de recettes et dépenses.*

C'est là tout le travail du cultivateur. Il n'est pas astreignant, tous les adhérents à l'Office de comptabilité sont unanimes à le reconnaître, surtout qu'au bout d'un certain temps on aura en tête tous les symboles se rapportant aussi bien aux comptes qu'aux travaux.

Cette méthode d'enregistrement sera donc d'une grande économie d'écriture et de temps.

II. — Travail de l'Office.

Évaluation et Répartition.

Chaque mois le cultivateur enverra à l'Office ses feuilles journalières, sa feuille de paye et ses feuilles de recettes ou dépenses.

L'Évaluation consiste essentiellement à donner une valeur aux journées de travail et aux quantités de matières utilisées.

La Répartition sera la ventilation des dépenses de travail,

de matières et espèces entre les différents comptes ouverts au cours de l'exercice.

L'Évaluation et la Répartition se font en même temps.

1^{re} opération. — Dépouillement des feuilles de travail, c'est-à-dire classement de toutes les journées de travail dans chaque compte.

Ce dépouillement est un travail essentiellement mécanique, qui pour cette raison exige beaucoup de patience.

2^e opération. — Totalisation du nombre de journées de travail des différentes catégories d'ouvriers ou de tracteurs pendant le mois et calcul du prix de revient de la journée de travail.

Ce calcul se fait sur la 32^e feuille.

3^e opération. — Sur les premiers résultats de dépouillement on donnera à chaque travail la valeur correspondant au prix unitaire de la journée d'ouvrier ou de tracteur.

On obtiendra un relevé analogue à celui-ci.

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
P. M.	10-35	3/6	P ₁	CH	3	29,71	89,13	
				C	9	17,39	156,51	
				H	1,50	27,33	37,99	
				BR	4,50	3,77	16,96	300,59

1. Ferme P. M. mois d'Octobre 1935.

2. Pièce n° 3, récolte 1936.

3. Labour.

4. Charretier, chevaux, hommes, brabant.

5. Nombre de journées de travail de chaque catégorie. Il n'y a pas lieu de s'étonner de trouver ici des fractions de journée, puisqu'il faut se rappeler que la feuille de travail et traction : AI est divisée en quarts de journée.

6. Prix unitaire de la journée de travail.

7. Produit de (6) par (5), c'est-à-dire du prix unitaire de la journée de travail par le nombre de journées de travail.

8. Prix de revient du labour de la pièce 3 pour la récolte 1936 en Octobre 1935.

4^e opération. — Donner une valeur aux quantités de matières utilisées pendant le mois et les grouper par compte.

5^e opération. — Maintenant que l'on a pour chaque compte les dépenses du mois en travail, matières ou espèces, on les porte à un Grand Livre.

Nous aurons donc :

Un Grand Livre « Travail » ;

Un Grand Livre « Matières » ;

Un Grand Livre « Espèces » ;

alors qu'il a déjà été tenu :

Un Livre Journal « Travail ¹ » ;

Un Livre Journal « Matières ² » ;

Un Livre Journal « Espèces ³ ».

Ce qui précède permet de dire que la comptabilité « Prix de revient » nécessite la tenue de trois comptabilités en partie double distinctes.

Les cinq opérations précédentes, accomplies par l'Office, sont faites mensuellement.

En fin d'année, le Prix de revient sera obtenu en additionnant pour chaque compte le total des dépenses « travail, matières, espèces » et en répartissant le total des comptes annexes sur les comptes de production en suivant certaines données.

Il est utile et intéressant de compléter l'exposition de la méthode de comptabilité suivie par la S. A. C. E. R. par la présentation des résultats auxquels elle conduit.

L'Office de comptabilité donnera des renseignements de deux espèces.

1. Tenu d'après les feuilles journalières A I.
2. Tenu d'après les feuilles journalières A II.
3. Établi d'après les feuilles de recettes et dépenses.

D'abord des résultats sur la comptabilité même de l'exploitation.

Ensuite, des études d'ordre général qui permettront d'approfondir certaines questions et d'améliorer les méthodes d'exploitation.

1^o Renseignements sur la comptabilité de l'exploitation ; ceux-ci sont de deux ordres :

a) ceux que le cultivateur pourra demander au cours de l'exercice sur une spéculation bien déterminée. Disons que ces renseignements seront bruts ; ils ne comprendront que les frais de travail et de matières. Le coefficient de répartition des frais généraux entre les différentes spéculations ne pouvant être déterminé qu'en fin d'exercice, on prendra comme base du calcul les frais généraux de l'année précédente.

b) ceux de fin d'année. — Ils seront tous compris dans une étude, véritable monographie comptable de l'exploitation.

Dans cette monographie on trouvera :

1^o les inventaires d'entrée et de sortie — faits à dire d'experts selon certaines conventions.

2^o les résultats d'une comptabilité commerciale ordinaire : bilan — compte d'exploitation et compte des profits et pertes — qui servira de défense à l'agriculteur devant le fisc.

3^o la comptabilité « Prix de Revient » proprement dit, qui comprend à son tour :

A. L'étude générale de l'exploitation — qui aura pour but de montrer au cultivateur l'importance de certains frais annexes qui auront servi à l'établissement des frais généraux et au prix de revient de certains éléments qui, eux-mêmes, entreront dans le prix de revient de certaines productions.

Voici, du reste, ce qu'on trouve dans la première partie de la monographie :

a) L'assolement : donnant la surface totale des emblavements, ainsi que la surface de chaque culture.

b) Les statistiques du nombre des journées de travail du personnel non à la tâche, des attelages, du matériel.

c) Les mouvements de matières pendant l'exercice permettant de savoir quels sont les stocks en magasin.

d) La recherche des éléments nécessaires à l'établissement des frais généraux, des prix de revient des chevaux, des dépenses faites sur le matériel, entretien, amortissement ; le résultat de tous les comptes annexes.

e) Les frais généraux proprement dits.

f) Recherche du coefficient et du système de répartition des frais généraux.

g) Recherche des frais fixes : loyer, impôts, assurances, le tout ramené à l'hectare.

h) Le prix de revient de la tonne de fumier.

i) Le prix de revient du battage.

j) Les frais spéciaux de chaque culture qui sont constitués par les frais de magasinage.

Tout ce travail servira de base pour l'établissement du prix de revient des divers comptes de production.

B. L'étude de chaque spéculation. — c'est-à-dire des cultures (et pour chaque culture par pièce de terre portant cette culture) et des comptes animaux.

On y trouve d'abord des indications d'ordre général : nature de la culture, surface du champ.

Ensuite, l'étude des trois sources de dépenses : travail, matières, frais généraux — chaque fois pour la totalité de la pièce, et par hectare pour cette même pièce afin de

faciliter les comparaisons entre les différentes parcelles d'un même emblavement.

Les trois catégories de dépenses sont elles-mêmes divisées en travaux différents, matières différentes, frais différents.

Au bas de la page de récapitulation des dépenses se trouve le prix de revient de la totalité de la pièce et de l'hectare.

Les comptes animaux sont dressés suivant le même principe.

C. Récapitulation de tous les prix de revient.

Nous trouverons à la fin de la monographie de grands tableaux récapitulatifs par culture et un tableau récapitulatif de tous les prix de revient, des différents comptes animaux et comptes annexes.

Études spéciales.

A. Étude détaillée d'un point de l'exploitation, projets d'organisation. Exemple : Prix de revient de chaque bœuf pendant une campagne d'engraissement.

Programme d'utilisation des instruments.

Plan de fabrication. — Dans ce plan on relèvera la liste des opérations que devront subir les pièces et les spéculations animales. — Ce travail sera très facile à faire à l'aide des feuilles journalières.

Le cultivateur, de cette façon, pourra prévoir et organiser son travail ainsi que ses débours en banque.

Il constatera les répercussions d'un retard dans une spéculation.

Évidemment le plan ne sera pas suivi régulièrement par suite du mauvais temps, néanmoins il aidera le cultivateur dans la répartition de son travail.

B. — Comparaison entre les différentes fermes.

L'agriculteur adhérent à l'Office de Comptabilité recevra chaque année une étude comparative des résultats obtenus chez tous les adhérents : comparaison entre les prix de revient de chaque spéculation et dans chaque spéculation de chaque poste de dépenses.

A la suite de l'exposé de la méthode de comptabilité du prix de revient, le lecteur est à même de se rendre compte que nous ayons pu obtenir avec précision les éléments utiles à la détermination du prix de revient moyen de la betterave que nous abordons maintenant.

**SECTION II. — Statistique du Prix de Revient
de la Betterave sucrière.**

Nos recherches statistiques porteront sur une pièce de terre qui devra donner une récolte de betteraves. Dans un chapitre précédent nous avons suivi, saison par saison, mois par mois, les travaux exécutés sur un champ de 7 ha. 5 qui représente une surface moyenne de pièce emblavée, surface toujours calculée, nous l'avons dit, d'après les chiffres obtenus dans les statistiques des 20 fermes de la région parisienne qui nous servent de base. Nous continuerons à présenter cette pièce de 7 ha. 5 comme la dépendance d'une ferme moyenne de 200 hectares environ.

§ 1. — *Il convient tout d'abord de présenter un certain nombre d'observations indispensables.*

Il s'agit de principes et de conventions qui sont à la base de toute méthode. La méthode de la S. A. C. E. R. en comporte, elle aussi; cependant ils nous sont apparus comme

très judicieusement choisis et ne laissant à l'arbitraire qu'une place des plus réduite.

Quels sont ces principes¹ ?

La méthode que nous avons exposée dans le précédent chapitre nous permet de dire que notre prix de revient de la betterave est établi par synthèse, c'est-à-dire qu'il est obtenu en partant des divers éléments qui le composent ; ces éléments sont : le travail des hommes et des animaux, les matières, les frais qu'il faut enregistrer journellement.

Il est impossible, nous l'avons vu dans notre introduction de « désolidariser » les divers produits d'une même exploitation, par conséquent les divers prix de revient, pour cette raison que l'exploitation agricole forme un tout, un ensemble. Il y a donc au point de vue comptable, comme au point de vue agricole proprement dit, un certain nombre de postes généraux, c'est-à-dire de postes qui dominent toutes les spéculations, dont nous sommes obligés de tenir compte parce qu'ils ont leur répercussion sur le prix de revient de chaque spéculation en particulier.

1° La comptabilité des résultats généraux est donc à la base de tout. Elle est régie par les principes suivants :
cette comptabilité est celle de l'exploitation en elle-même et non pas celle du propriétaire, ni même celle de l'exploitant.

Le propriétaire du fonds reçoit un fermage qui figure dans les dépenses d'exploitation. Lorsque l'exploitant est lui-même propriétaire on ajoute aux dépenses réelles un fermage fixé d'après la valeur locative de l'exploitation : valeur locative réelle ou valeur locative cadastrale, la

1. Nous avons suivi ici l'*Étude sur les prix de revient du blé*, par M. A. Rouilly, Ingénieur agronome, Directeur de la S.A.C.E.R., présentée lors de la journée d'étude du 12 mars 1935.

question a peu d'importance, dit M. Rouilly, en 1935, car, par suite de la baisse des cours, tous les baux étant en nature, les deux valeurs locatives tendent à se rapprocher singulièrement. Sera éliminé, par ce fait, tout ce qui concerne le capital foncier.

Quant à l'exploitant, il engage dans l'exploitation un capital destiné à constituer la monture et le fonds de roulement et il demandera à l'exploitation de lui donner un intérêt normal de ce capital. Nous conviendrons cependant de ne pas porter cet intérêt dans les charges de l'exploitation. Ceci semble pouvoir prêter à discussion, pourtant il nous paraît logique, et surtout intéressant, de comparer le bénéfice net de l'exploitation à cet intérêt, au lieu de faire entrer cet intérêt dans le prix de revient.

De plus, l'exploitant, personnage extérieur à l'exploitation, doit être considéré comme fournisseur ou client de cette dernière et la comptabilité doit tenir compte de ses apports et de ses prélèvements. Quand ces apports sont du travail (lorsqu'un jour par exemple le spécialiste étant absent, le fermier conduira lui-même son tracteur), nous convenons d'estimer ce travail de l'exploitant au prix de celui effectué par un chef de culture.

2° Le calcul du résultat net global de l'exploitation.

Le capital d'exploitation initial constitué par la monture et le fonds de roulement subit par la suite des transformations, d'argent en matières et de matières en argent. Le cheptel mort se déprécie, le cheptel vif augmente ou baisse de valeur ; au bout d'un certain temps ce capital initial a augmenté ou diminué. Si l'exploitant ne faisait ni apport ni prélèvement, cette augmentation ou cette diminution représenterait très exactement le bénéfice net réalisé pendant ce même temps.

On analysera périodiquement la consistance du capital en monture et fonds de roulement en faisant l'inventaire. La S. A. C. E. R. exécute ces inventaires tous les ans soit au 1^{er} janvier soit au 1^{er} juillet. Et, pour ce faire, les principes adoptés sont les suivants :

a) L'estimation du cheptel vif est faite à la valeur du jour. On divise habituellement le cheptel vif en cheptel de croît et cheptel de travail, on estime le premier à la valeur du jour et on amortit le second comme un véritable matériel. Nous n'emploierons pas cette méthode, car, avec M. Rouilly, nous ne croyons pas qu'on puisse considérer comme fixe la dépréciation d'un cheptel de travail par le seul fait qu'il s'agit d'animaux vivants. Par ailleurs, dans beaucoup de cas, les animaux de croît sont utilisés comme animaux de travail, d'autres passent à un moment donné du cheptel de croît au cheptel de travail. L'estimation annuelle est le procédé le plus simple et le plus souple.

b) Le cheptel mort est amorti régulièrement d'une façon conventionnelle, procédé simple, mais qui laisse cependant la possibilité de bloquer, au compte d'une année donnée, l'amortissement d'un matériel mis brutalement hors d'usage. Nous admettons 10 p. 100 pour la généralité du matériel, 20 p. 100 pour les autos et tracteur, 5 p. 100 pour les installations telles que hangars, silos, etc...

Le matériel neuf acheté dans l'année est porté au prix d'achat à l'inventaire suivant et n'est amorti qu'à partir de cette date.

c) Les récoltes et les marchandises en magasin sont estimées au cours du jour.

d) Les récoltes en terre sont estimées par le travail et les matières absorbées jusqu'au moment de l'inventaire.

Le travail est estimé au prix de revient, les matières au cours du moment de l'emploi.

Toutes les comptabilités générales qui ont servi à faire cette étude sont tenues selon ces principes.

Pour l'étude directe du prix de revient nous appliquons les principes suivants :

1^o Toute spéculation (récolte ou pièce de terre, spéculation animale) absorbe des matières achetées dans le commerce ou produites par l'exploitation. Ces dernières sont comptées de la façon suivante : chaque spéculation qui consomme les produits d'une autre les lui achète au cours du jour.

2^o Répartition des fumures. — C'est là une convention importante et discutée. Les différentes fumures doivent être réparties sur les cultures qui en profitent et par conséquent suivant des conditions différentes et variant avec leur nature, fixées non pas purement arbitrairement, mais d'après des observations faites depuis longtemps :

Fumier : il profite sur 3 ans pour 2/5 à la première récolte, 2/5 à la deuxième récolte, 1/5 à la troisième récolte ¹.

Engrais chimiques : ils sont absorbés dans l'année.

Engrais verts :

Luzerne : sur deux ans	600 francs.
Pour 2/3, la première année	400 —
Pour 1/3, la deuxième année. . . .	200 —

Légumineuses annuelles : sur 1 an.

Trèfle	400 francs.
Sainfoin	200 —

Les collets de betteraves profitent à la culture suivante : le prix fixé en 1934 et 1935 est de 150 francs par hectare.

1. Certains cultivateurs nous ont indiqué, comme répartition du fumier, sur 2 ans : 2/3 et 1/3, mais presque partout nous avons rencontré sur 3 ans : 2/5, 2/5 et 1/5.

Les marnes sont réparties sur dix ans.

La chaux sur cinq ans en principe.

3° Le travail. — Nous avons vu que d'après la méthode de comptabilité l'enregistrement était fait par quart de journée.

Pour donner une valeur à ces journées de travail, il faut en calculer le prix de revient.

a) Main-d'œuvre par catégorie (charretier, hommes, femmes). — Le montant total des frais est égal au montant des salaires — le salaire comportant, non seulement la somme payée aux ouvriers, mais aussi ce qui est payé pour leur compte : assurances sociales, accidents du travail, et le montant des avantages en nature : nourriture et logement.

b) Traction animale. — Le montant des frais est égal à la nourriture plus les frais d'entretien et d'amortissement, plus les frais d'entretien des locaux et des harnachements.

c) Traction mécanique. — Le montant des frais est égal au prix de l'essence consommée, plus les frais d'entretien et d'amortissement.

d) Matériel. — L'entretien et l'amortissement de chaque catégorie sont connus, de même que l'utilisation de ce matériel par chaque compte.

4° Répartition des frais.

Le terme « Frais généraux » doit au préalable être défini.

Dès que l'on met de l'ordre dans la classification des dépenses, on constate que la plupart d'entre elles, loin d'être générales, sont spéciales à un compte déterminé. L'imputation directe de ces frais est relativement facile et en conséquence il n'en est resté à répartir qu'une faible partie. Ce bloc de frais irréductibles comprend des frais

fixes qui se réduisent à peu près au loyer (y compris l'impôt foncier payé par le locataire).

Au lieu de répartir, comme on le fait toujours, les frais généraux proportionnellement à la surface ¹, nous les avons répartis à chaque compte au prorata du montant des frais de main-d'œuvre et traction : ce qui conduit à un résultat très logique. Il est en effet normal qu'une terre qui a reçu beaucoup de soins prenne une part des frais généraux plus grande qu'une terre dont on a pas eu à s'occuper ² ou à peine. Afin de pouvoir dresser un tableau général du prix de revient de notre pièce de 7 ha. 5, cultivée en betteraves, il est nécessaire que nous ayons un certain nombre de renseignements préliminaires.

a) Au point de vue « Travail » :

Les prix de journées de travail effectif, calculés comme il a été dit plus haut, sont les suivants :

spécialiste : 28 francs.

charretier : 23 francs.

journalier : 21 francs.

Pour les travaux à tâche, il n'y a pas de calcul à faire puisque les ouvriers qui travaillent à la tâche sont payés à tant de l'hectare ; par conséquent nous avons immédiatement ce que nous cherchons.

Le chargement et l'épandage du fumier reviennent à 800 francs à l'hectare se décomposant ainsi : 450 francs pour le chargement et 350 francs pour l'épandage.

Le démariage et le binage qui sont également exécutés à la tâche sont payés 260 francs par hectare ³.

1. Pour avoir la part afférente à chaque hectare, on divise le montant des frais par la surface totale (en hectares).

2. La part des frais généraux afférente à la betterave sera assez considérable, à cet égard.

3. Il faut à peu près 9 journées de travail d'homme pour faire un

L'arrachage qui est aussi exécuté dans les mêmes conditions est payé plus cher au moins en apparence : 300 francs l'hectare ¹.

b) La traction. — Il s'agit ici de déterminer la valeur de la journée de travail d'un cheval. Nous l'avons calculée en confrontant les chiffres inscrits sur les 32^e feuilles des 20 exploitations, comme nous l'avons d'ailleurs fait pour la main-d'œuvre.

Le prix de la journée de travail d'un cheval ressort à 19 fr. 50

c) Dépenses de matériel. — Nous les avons bloquées à part. C'est en somme la répartition de l'amortissement des divers instruments employés pour les différents travaux. — Nous n'en parlerons pas davantage ici, nous réservant de faire figurer tout le détail au tableau général que nous trouverons plus loin.

Mais il faut dès à présent indiquer que la journée de travail d'un tracteur ressort à 140 francs.

§ 2. — *Au point de vue matières incorporées au sol.*

Nous ne pouvons ici qu'indiquer les prix moyens des diverses marchandises. Le tableau général fera apparaître le résultat calculé suivant les principes posés.

hectare, le gain journalier moyen d'un bineur à la tâche ressort à 29 francs environ. C'est donc un système cher, puisqu'un journalier n'est payé que 21 francs. Mais un journalier, assuré d'un gain quotidien de 21 francs ne fournirait pas du tout la même quantité de travail. De plus, le système du travail à la tâche favorise la rapidité d'exécution qui est ici très nécessaire et l'est encore davantage lors de l'arrachage.

1. Comme il faut 10 à 11 journées de travail pour arracher 1 hectare, le gain de l'arracheur n'est pas essentiellement différent de celui du bineur.

a) Il suffit d'indiquer que le fumier vaut 40 francs la tonne.

b) Pour les engrais chimiques nous avons vu, lorsque nous examinions la culture, qu'il était assez difficile de déterminer la moyenne des quantités des engrais utilisés parce que toutes les fermes n'employaient pas les mêmes engrais. Les prix eux-mêmes sont sujets à variations.

Des chiffres normaux nous ont été communiqués qui représentent assez bien une moyenne, nous les retrouvons au résultat général¹.

Rappelons que la marne, qui est estimée revenir à 1.000 francs à l'hectare, profite dix ans à la terre à laquelle elle est incorporée ; par conséquent la somme de 1.000 francs est à amortir sur dix ans, soit 100 francs par an et par hectare.

§ 3. — *Frais fixes.*

a) *Loyer et impôt foncier.* — Actuellement le loyer de la terre dans la région parisienne est en général de deux quintaux (de blé) à l'hectare ; parfois même inférieur à deux quintaux ; ce qui représente pour le propriétaire une rémunération de sa terre bien au-dessous de sa véritable valeur, lorsque le blé est, comme en 1935, à 82 francs le quintal en moyenne. A cela, il faut ajouter l'impôt foncier et les travaux d'entretien des bâtiments de la ferme exécutés soit par les ouvriers de la ferme, soit par des entrepreneurs.

Pour notre ferme de 200 hectares nous arrivons au chiffre de 57.500 francs, soit par hectare : 287 fr. 75.

1. Données de M. N..., fermier de la région de Changis (S.-et-M.).

b) *Frais spéciaux*. — Ce sont là des frais qui sont tout à fait particuliers à la culture de la betterave, tels l'arpentage des betteraves¹, la pesée géométrique², les primes accordées aux travailleurs à la tâche, l'entretien des chemins³. Pour notre pièce de 7 ha. 5, ils ressortent à 832 fr. 05.

c) *Frais généraux*. — Nous avons dit que n'entraient sous ce titre que les frais que nous ne pouvions porter à aucun autre poste.

Ce sont les frais d'administration, les prestations, les assurances⁴, les dépenses sur matériel, le total des comptes annexes imputables directement aux frais généraux, l'achat d'une automobile.

Nous savons que les frais généraux seront répartis sur chaque spéculation au prorata des dépenses de main-d'œuvre et traction engagées pour celle-ci.

Il faut donc un coefficient de répartition ; il est obtenu de la façon suivante : on divise le montant total des frais généraux par le montant total des dépenses de main-d'œuvre et traction (concernant toutes les spéculations) ; lorsqu'on veut avoir la somme de frais généraux afférente à une spéculation particulière, on multiplie le coeffi-

1. C'est le procédé par lequel on contrôle le nombre de betteraves laissées par les bineurs pour le calcul de leur prime de régularité.

2. La pesée géométrique consiste à extraire au hasard dans un champ un certain nombre de racines et connaissant la place qu'elles occupaient, on en déduit le poids à l'hectare.

3. Peu de transports abiment autant les chemins que les charrois de betteraves. Il faut, en outre, enlever la grande quantité de terre qui tombe sur les routes et risque de causer des accidents.

4. En vertu de l'idée générale qui préside ici, les assurances-mortalité du bétail sont imputées sur le compte chevaux et sont donc comprises dans le prix de journée de travail du cheval ; de même les assurances-grêle sont directement portées au prix de revient de la récolte assurée. Il s'agit surtout ici de l'assurance-incendie des bâtiments et de la responsabilité civile-accidents.

cient ainsi trouvé par le prix des dépenses de main-d'œuvre et traction pour la spéculation envisagée. C'est au fond une simple règle proportionnelle.

Le coefficient moyen de répartition que nous avons trouvé est le suivant : 0,3013 ¹.

Il nous suffira donc de multiplier ce chiffre par le total des dépenses de main-d'œuvre et traction afférentes à notre pièce de 7 ha. 5 pour avoir la somme moyenne des frais généraux avec laquelle nous devons compter, étant données les conditions dans lesquelles nous nous sommes placé. Nous trouvons par ce procédé 550 francs à l'hectare. C'est là, certainement, un chiffre plus élevé que les estimations présentées par les méthodes empiriques et approximatives habituelles, mais il a pour lui l'avantage de s'expliquer d'une façon logique et apparemment rigoureuse.

Nous avons maintenant en main tous les éléments qui doivent nous mener au résultat final ².

Une première partie donne le détail des chiffres ; une deuxième partie donne le pourcentage des différents postes du prix de revient ³.

1. Il n'est pas rare de trouver pour une ferme de 200 hectares des chiffres assez analogues aux suivants : frais généraux (en les entendant ainsi que nous l'avons précisé) : 90.000 francs, total de dépenses de main-d'œuvre et traction : 275.000 francs ; pour une ferme de 300 hectares, frais généraux : 105.000 francs, dépenses de main-d'œuvre et traction : 330.000 francs, ce qui donne approximativement le même coefficient que ci-dessus.

2. Les chiffres qui vont suivre sont basés sur la récolte de 1935. On peut estimer que depuis il n'y a eu que peu de changements.

3. Nous tenons à préciser que les résultats moyens ci-dessus ont été obtenus sur la base des résultats donnés par 20 exploitations de la Région parisienne.

Ce travail absolument original résulte de notre collaboration personnelle et directe avec M. Pierre Giard, chef du Service du prix de revient à la S.A.C.E.R.

**Prix de revient d'une pièce de 7 ha. 5 de betteraves sucrières
en tête d'assolement, d'après la comptabilité de prix de revient
de 20 exploitations de la région parisienne.**

I. — Dépenses de travail.

	CATÉGORIE de salariés.	NOMBRE de jours de travail.	PRIX unitaire de la journée de travail.	PRIX du travail.	POUR 7 H. 5
<i>Septembre 1934.</i>					
Déchaumage . .	Spécialiste.	2,25	28	63	
	Tracteur.	2,25	140	315	378
Transport fumier	Charretiers.	22,50	23	517,50	
	Chevaux.	112	15,50	1.736	2 253,50
Chargement et épandage du fu- mier.	A la tâche.	»	»	450 350	800
<i>Novembre 1934.</i>					
Labours	Charretiers.	13	23	299	
	Chevaux.	39	15,50	604,50	903,50
<i>Janvier 1935.</i>					
Labours	Charretiers.	17	23	391	
	Chevaux.	61	15,50	945,50	1.336,50
<i>Février 1935.</i>					
Pulvérisage . . .	Charretiers.	6	23	138	
	Chevaux.	18	15,50	279	417
<i>Mars.</i>					
Semis et trans- port d'engrais chimiques . . .	Charretiers.	5	23	115	
	Chevaux.	10	15,50	199	270
Façons superfi- cielles.	Chevaux.	8	23	184	
	Charretiers.	24	19,50	372	556
<i>Avril-Mai.</i>					
Semis	Charretiers.	2	23	46	
	Chevaux.	4	15,50	62	108
<i>Mai-Juin.</i>					
Démariage et bi- nage.	A la tâche.	58 jours.	260 fr. par ha.)	»	1.950

	CATÉGORIE de salariés.	NOMBRE de jours de travail.	PRIX unitaire de la journée de travail.	PRIX du travail.	POUR 7 H. 5
<i>Juin-Juillet.</i>					
Binage à la houe.	Charretiers.	15	23	345	
	Journaliers	15	21	315	
	Chevaux.	15	19,50	232,50	892,50
<i>Oct.-Nov. 1935.</i>					
Arrachage et char-	A la tâche.	72 jours.	300 fr.	»	2.250
gement			à l'hect.		
Transport	Charretiers.	22	23	506	
	Chevaux.	65	15,50	1.007,50	1.513,50
Total main-d'œuvre et traction					13.628,50

Dépenses de matériel.

	NOMBRE de jours de travail.	PRIX unitaire de la journée de travail.	PRIX du travail.
<i>Septembre 1934.</i>			
Déchaumeuse	2,25	8,50	19,12
Tombereau	30	5,50	165
<i>Novembre 1934.</i>			
Brabant	13	3,70	48,10
<i>Janvier 1935.</i>			
Brabant	17	3,70	62,90
<i>Février.</i>			
Pulvérisateur à disques.	6	11	66
<i>Mars.</i>			
Semoir à engrais	5	8	40
Herse, croskill, rouleau.	»	»	35
<i>Avril.</i>			
Semoir à graines	2	10	20
<i>Mai-Juin.</i>			
Bineuse	16	4,30	67,50
<i>Octobre-Novembre.</i>			
Tombereaux	22	5,50	121
Total des dépenses de matériel . .			644,62
Total des dépenses de travail . . .			14 273,12

II. — Dépenses de Matières.

35 Tonnes de fumier par hectare à 40 francs la tonne et $2/5$ pour la betterave ; soit $35 \times 40 \times 2/5 \times 7$ ha. 5	4.200 francs.
Engrais minéraux par hectare :	
5 Qx de superphosphate . . .	150 francs.
2 Qx de sulfate d'ammoniaque. . .	180 —
3 Qx nitrate de soude.	270 —
2 Qx de chlorure de potassium. . .	175 —
Marne.	100 —
	<u>875 francs.</u>

Soit pour 7 ha. 5 6.562,50 fr.

Semences :

150 kilogrammes de graines à 7 fr. 50 . . .	<u>1.125</u>
Total des matières.	11.887,50 fr.

III. — Frais fixes.

Loyer. Impôt foncier 287 fr. 75 $\times$ 7 h. 5 . .	2.158,15 fr.
Frais spéciaux (arpentage, pesée géométrique) 111 fr. $\times$ 7 h. 5.	832,50
Frais généraux $13.628,50 \times 0,3013$	<u>4.106,27</u>
Total frais fixes	7.096,92 fr.

RÉCAPITULATION

	pour 7 ha. 5	pour 1 ha.
Travail et Matériel.	14.273,12 fr.	1.903,18 fr.
Matières.	11.887,50	1.585
Frais fixes.	<u>7.096,92</u>	<u>946,25</u>
Totaux	33.257,54 fr.	4.434,43
Fanes à déduire	<u>1.125</u>	<u>150</u>
Totaux.	32.132,54 fr.	4.284,43

Pour éviter toute contestation de la part des personnes intéressées à ce résultat, il est rappelé que ces chiffres ne représentent que des moyennes, que, par conséquent, dans la plupart des cas particuliers, on trouve des oscillations

autour de ces chiffres, en plus ou en moins. En effet, dans nos 20 exploitations envisagées, le prix de revient le plus élevé à l'hectare est de 4.853 francs, le plus faible 3.900 environ.

Pourcentage des différents postes du prix de revient
(en chiffres arrondis.)

I. Travail.

Préparation	16,5
Semis	0,3
Entretien (hersage, roulage)	6,7
Entretien (à la tâche)	6
Arrachage	7
Transport	5,5
Matériel	2
	44 p. 100

II. Matières.

Fumier	12,5
Engrais	19,5
Semences	3
	35 p. 100

III. Frais fixes.

Loyer. Impôts	6,5
Frais spéciaux	2,3
Frais généraux	12,2
	21 p. 100

Il est superflu de commenter en détail les tableaux ci-dessus. Nous voyons de suite que le travail entre, dans le prix de revient, pour 44 p. 100, presque la moitié, ce qui est considérable, mais ce qui correspond très bien à la réalité. Parmi les différents postes du travail, les travaux de préparation entrent pour 16,5 p. 100 (alors que le travail des semis n'entre que pour 0,3 p. 100), ce qui marque la correspondance avec les frais que suscitent des labours à 35 centimètres.

A noter que le matériel (amortissement, réparations) n'entre que pour 2 p. 100.

Dans les matières, les semences tiennent une place très modeste : 3 p. 100, mais la grosse part est prise par les engrais chimiques et minéraux : 19,5 p. 100 du total du prix de revient, ce qui marque bien l'importance véritable de ce poste.

Dans les frais fixes, à signaler la part assez forte des frais généraux, due surtout à notre manière de la calculer.

Le loyer et l'impôt foncier n'occupent pas une place aussi considérable qu'on est habituellement tenté de le proclamer.

Il est utile, pour l'étude que nous voulons aborder dans le chapitre suivant, de compléter le prix de revient à l'hectare par le prix de revient à la tonne de betteraves.

Le prix de revient à la tonne est fonction de deux facteurs : le prix de revient à l'hectare et le rendement.

Dans notre introduction, nous avons dit que le rendement dépendait, entre autres choses, de conditions atmosphériques et géologiques extérieures à l'homme, de conditions essentiellement changeantes, pour ne pas dire capricieuses. Nous ne pouvons donc pas présenter nos chiffres comme infaillibles ou même absolument certains, mais seulement comme des moyennes, et par conséquent supposant dans les cas particuliers des oscillations plus ou moins considérables.

Nous pouvons admettre, étant donné nos conditions de culture dans notre ferme-type, un rendement de 30 tonnes à l'hectare ¹.

1. Le chiffre de 30 tonnes représente un très bon rendement moyen. Dans toute la France, le rendement moyen à l'hectare a été en 1929, 24 t. 40 ; en 1930, 33 t. 42 (ce qui, il faut le souligner,

Ce qui fait ressortir le prix de revient de la tonne de betteraves à 4.284 fr. 43 : 30 = 142 fr. 81.

Si le cultivateur veut rentrer dans son argent, il doit vendre ses betteraves à ce prix. S'il veut avoir la satisfaction, bien légitime d'ailleurs, de pouvoir se dire que les capitaux considérables qu'il a placés dans cette culture lui rapportent à peu de choses près, l'intérêt qu'il obtiendrait s'il les avait placés en rentes sur l'État, il faut majorer le chiffre obtenu de 5 p. 100 soit 142 fr. 81 + 7 fr. 14 = 149 fr. 95, ou pour mieux fixer les idées : 150 francs.

est vraiment exceptionnel) ; en 1931, 24 t. 65 ; en 1932, 28 t. 5. Pour la récolte de 1935, il apparaît comme devant se tenir entre 29 et 30 tonnes.

CHAPITRE III

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DU PLANTEUR DE BETTERAVES FRANÇAIS

SECTION I. — La rémunération du planteur de betteraves et la crise betteravière.

Dès l'abord, il apparaît que le planteur, qui doit vendre sa tonne de betteraves 150 francs s'il veut obtenir une rémunération honnête, n'a pas vu ses désirs réalisés lors de ces dernières années; autrement dit, les fabricants de sucre ne lui offraient pas un prix susceptible de couvrir le prix de revient que nous avons dégagé. Il y a eu une crise betteravière, cas particulier de la crise agricole; si aujourd'hui cette crise paraît enrayée, ou plus exactement paraît bien moins désastreuse que dans d'autres domaines, c'est grâce à une série de mesures qui ont été prises et que nous examinerons plus loin, mais il est nécessaire de donner, auparavant, un aperçu de l'historique de cette situation.

Sans remonter jusqu'au xix^e siècle, époque où la culture betteravière et la consommation du sucre ont commencé à se développer en France, nous pouvons examiner la situation existant dès avant la guerre. A cette époque, la situation est équilibrée; cela ressort des chiffres mêmes que nous avons pu consulter. Les données de l'annuaire de la Statistique Générale de la France sont les suivantes :

dans les années 1903 à 1913, la consommation française annuelle de sucre s'élève de 564 millions de kgs à 652 millions de kgs. Simultanément, la production de sucre raffiné passe de 682.851 tonnes à 877.656 tonnes. Vers 1908, il y avait déjà eu une crise ; de 1909 à 1913 la situation est équilibrée grâce aux exportations, mais la crise menace de reparaître puisqu'en 1913 nous voyons la production de la France supérieure d'environ 229.656.000 kgs à sa consommation. La guerre arrive. Il se produit naturellement un arrêt brusque dans la production sucrière chez les pays belligérants, particulièrement en France qui voit la plupart de ses terres à betteraves comprises dans la zone occupée par les armées allemandes, en outre, la plupart de ses usines, pour bien des raisons, en cette époque troublée ne peuvent fonctionner (défaut de main-d'œuvre, de matière première, occupation, etc...).

Le nombre des usines qui avait déchu régulièrement de 525 à 206 entre 1875 et 1913 tombe brusquement en 1918-1919 à 51.

La surface cultivée en betteraves était en 1913-1914 de 206.000 hectares avec un rendement de 23,8 tonnes à l'hectare ; en 1919-1920 cette surface n'est plus que 65.259 hectares et, en grande partie à cause du manque de main-d'œuvre et d'engrais, le rendement descendit à 16,7 tonnes. C'est ainsi que la production du sucre tomba également de 797.000 tonnes (valeur brute) en 1913-1914 à 122.000 tonnes en 1918-1919, ce qui représente une diminution d'environ 85 p. 100.

Les îles de Java et de Cuba, qui étaient déjà de gros producteurs de sucre, sont parvenues à augmenter fortement leur production pour pallier à la défaillance des pays belligérants. Grâce aux efforts entrepris par un institut

scientifique spécialement créé à cette intention, on est arrivé à obtenir la fameuse canne à sucre 2.878 P. O. J., qui, en quinze ans, de 1914 à 1929, a fait doubler la production de sucre javanaise avec une augmentation de superficie de 30 p. 100 seulement ¹.

A Cuba, l'augmentation de la production résultait surtout de l'accroissement de la superficie cultivée. Les sucreries de ces pays sont par ailleurs les mieux outillées du monde et arrivent à obtenir des prix de revient les plus bas que l'on connaisse.

Les choses, cependant, n'en restèrent pas là. Quelques années après la cessation des hostilités, la production du sucre de betteraves, reprise par les anciens pays belligérants, remonte au niveau d'avant-guerre. Entre 1924 et 1928, en France seulement, la quantité de betteraves mise en œuvre oscille autour de 6.000 millions de tonnes, comme en 1912 et la production du sucre raffiné autour de 665.000 tonnes comme en 1912 également.

L'afflux du sucre exotique continuant, un engorgement du marché se produit, qui entraîne la chute des cours.

En 1930, surgit en outre une très grosse crise de surproduction, due à une récolte exceptionnelle ² ; la quantité excédentaire de sucre qui ne va pas trouver preneur est alors de 200.000 tonnes et le stock atteint 304.000 tonnes.

1. A l'hectare, la canne à sucre donne une récolte de 100 tonnes, ce qui, avec un taux d'extraction de 10 p. 100, donne 10 tonnes de sucre ; la betterave donne une récolte de 30 tonnes, ce qui, avec un taux d'extraction de 16 p. 100, donne 4,8 tonnes. La production à l'hectare du sucre de canne est donc en moyenne 100 p. 100 environ supérieure à celle du sucre de betteraves.

2. Le rendement moyen en France cette année-là a été de 33,5 tonnes à l'hectare. En 1931, la densité atteinte dans certaines régions a été de 9°, alors que normalement on ne prévoit, dans les contrats, à peine plus de 8°,5.

Les cours, qui étaient aux environs de 210 à 250 francs les 100 kgs, tombent, en novembre 1930, à 164 francs.

Or, la rémunération payée aux planteurs par les sucriers est justement calculée d'après le cours du sucre, plus exactement d'après le cours du sucre blanc n° 3 coté à la Bourse de Commerce de Paris.

C'est là une des clauses essentielles¹ des contrats de betteraves. Il y a en effet de véritables contrats entre les planteurs de betteraves et les fabricants de sucre. Le planteur de betteraves, au point de vue vente de son produit, se trouve dans des conditions très particulières : un producteur de blé peut vendre son blé au loin, le blé circule facilement, mais la betterave ne peut circuler à cause de son volume et de son poids qui rendraient les transports très malaisés et très onéreux ; elle reste donc en général dans un rayon de 15 kilomètres au maximum autour de la ferme qui l'a produite ; on effectue son charroi soit directement à la sucrerie, si celle-ci est assez proche, soit à une râperie qui commence à la traiter et envoie le jus, par pipe-line, à l'usine dont elle dépend, pour continuer la fabrication.

Si bien que le planteur est à peu près dans la situation d'un travailleur à domicile produisant sur commande pour le compte d'un grand magasin. Sans aller jusqu'au point de discuter si le contrat que passe le cultivateur avec la sucrerie est ou n'est pas un contrat d'adhésion, nous devons reconnaître que cette dernière a usé le plus souvent, si même elle n'a pas abusé, de sa position très forte.

D'après ces contrats, en général, les éléments de la rému-

1. Les autres clauses concernent la densité, la tare, les livraisons, les pulpes, les terres de chantiers, les mélasses, et le contingentement depuis les accords récents.

nération du planteur sont les suivants : le poids, la densité¹ et le cours du sucre ; le prix payé est calculé en fonction de ces trois choses. La plupart des sucreries établissent une échelle de paiement de la tonne de betteraves dont le détail est assez compliqué. L'échelle est double ; il y a deux cours de base : cours du sucre blanc n° 3 à 200 francs et cours du sucre blanc n° 3 à 170 francs ; à ces deux cours correspondent des prix de la tonne de betteraves pour 7°,5 de densité pour 8° et 8°,5, pour les degrés intermédiaires il y a lieu d'appliquer un pourcentage spécial qui vient s'ajouter en prime au prix de base. Si les cours du sucre tombent au-dessous du prix de base, il y a lieu à l'inverse de retrancher un certain pourcentage (le plus souvent 0,10 p. 100 par franc au-dessous de 200).

Quoi qu'il en soit, nous avons pu avoir quelques chiffres précis : en 1930, pour certaines sucreries de la région de la Brie, les prix payés ont été les suivants :

Cours du sucre blanc n° 3 à 200 francs.

Pour une densité de 7°,5 la tonne de betteraves est payée 146 francs.

Pour une densité de 8°, 156 francs et pour 8°,5, 166 francs.

Cours du sucre blanc n° 3 à 170 francs.

Pour une densité de 7°,5, 126 fr. 50 ;

Pour 8°, 135 fr. 30. Pour 8°,5, 144 fr. 10.

Ce qui, en somme, représente des prix allant de 70 à 83 p. 100 du prix du sucre blanc n° 3.

En 1930, le prix de revient de la tonne de betteraves sucrières était plus élevé qu'aujourd'hui ; le cultivateur ne s'y retrouvait que grâce à un rendement ou à une densité exceptionnelle, ce qui, du reste, s'est produit cette année-là.

1. Une densité de 8° signifie que le jus pesé au densimètre correspond à un poids effectif de 1.080 grammes par litre.

Lorsque les cours tombent à 164 francs, il est facile de deviner que le planteur n'a plus du tout une rémunération couvrant son prix de revient.

En 1935, les prix payés par la même sucrerie sont les suivants :

Cours du sucre blanc n° 3 à 200 francs.

Pour une densité de 7°,5, la tonne de betteraves est payée 131 fr. 50.

Pour une densité de 8°, 151 francs ; pour 8°,5, 168 francs.

Cours du sucre blanc n° 3 à 170 francs.

Pour une densité de 7°,5, la tonne de betteraves est payée 108 fr. 80.

Pour 8° : 125 fr. 35 ; pour 8°,5 : 139 fr. 80.

Ce qui représente des prix allant de 64 p. 100 à 84 p. 100, des cours du sucre blanc n° 3.

Nous pouvons nous baser sur ces prix qui sont, à 1 ou 2 francs près, très proches des prix habituels.

Nous voyons donc, en 1930 comme en 1935, quels sont les prix de vente auxquels l'agriculteur peut prétendre.

Au prix de revient de 150 francs la tonne, comme nous l'avons calculé, les tarifs ne sont rémunérateurs que si l'agriculteur peut offrir une betterave de densité 8°,5 ou 8° et en bénéficiant d'un cours du sucre à 200 francs (sans oublier que nous supposons un rendement de 30 tonnes).

Donc, en règle générale, le planteur de betteraves est en perte.

SECTION II. — Les remèdes pour un prix de vente plus rémunérateur.

§ 1. — *La compression du prix de revient.*

Dans toutes les entreprises, qu'elles soient commerciales industrielles ou agricoles, on cherche toujours à obtenir un

prix de revient qui soit le plus bas possible. Il arrive qu'une industrie étant mal organisée, ou en cours d'organisation, le prix de revient du produit obtenu soit trop élevé, vu les circonstances économiques du moment, et cela se traduit généralement par un résultat déficitaire de l'exploitation.

Notre prix de revient de l'hectare de betteraves est-il trop élevé ? Autrement dit : étant donné la situation économique actuelle, le fermier peut-il comprimer ce prix de revient jusqu'à un chiffre inférieur à celui que nous avons trouvé ?

La réponse va résulter de l'examen des différentes catégories de dépenses qui permettra de dire quels postes pourraient être réduits.

La main-d'œuvre. — Il ne faut pas songer à la diminuer, non plus qu'à diminuer le taux des salaires, car la main-d'œuvre agricole, il faut le reconnaître, est la moins rémunérée pour un travail parfois ingrat et souvent pénible. De plus, elle a déjà été très touchée par la baisse des salaires (15 à 20 p. 100).

Il est peut être possible de chercher à augmenter le rendement du personnel par un travail mieux organisé, grâce au service des primes.

La traction. — Les animaux de travail ne peuvent être remplacés par des tracteurs, mais ce qu'il faut c'est trouver un équilibre entre les deux modes de traction, de façon à n'avoir pas d'attelages en surnombre qui ne seraient économiquement utilisables qu'aux moments de presse. En un mot, il faut augmenter le coefficient d'utilisation des animaux de trait.

Les matières. — En principe, les quantités ne peuvent être réduites dans des proportions intéressantes : certains exploitants ont tenté d'utiliser moins d'engrais, les résultats paraissent désastreux.

Ce qu'il faut, c'est n'employer les matières que très judicieusement et utiliser au maximum les produits mêmes de l'exploitation.

Fermage. Impôts. Assurance. Entretien locatif. — Le cultivateur ne peut presque rien pour diminuer ces chapitres. Les fermages, ainsi que nous l'avons dit, sont presque toujours en nature et le plus souvent inférieurs en valeur-or, à ce qu'ils étaient avant la guerre ; ils représentent à peine 2 p. 100 des capitaux investis (Cf. rapport de M. Caziot).

Le matériel. — Les dépenses d'entretien du matériel ne tendent presque jamais à diminuer. Dans le cas où ces dernières sont à un chiffre inférieur à celui des années précédentes ce n'est presque jamais dans la proportion de la baisse des produits de l'exploitation agricole.

La direction. — C'est un poste presque incompressible et qui sera plutôt en augmentation : l'agriculteur se trouvant dans la nécessité d'être mieux informé de la situation commerciale, d'où les déplacements et par suite des frais supplémentaires. Il faut souligner ici l'intérêt qui existe pour l'agriculteur dans l'amélioration du contrôle de ses affaires par une comptabilité claire et précise, ainsi que par une meilleure organisation du travail. On ne saurait également passer sous silence l'intérêt qu'il y a, dans une exploitation agricole, à établir d'une façon très sérieuse un budget avant le commencement de l'exercice ; ce bud-

get ne peut être naturellement suivi d'une façon absolue, mais ce sera toujours un guide très précieux.

Les dépenses que nous venons de voir sont celles qui dépendent, en quelque mesure, de l'exploitation, mais il en est d'autres que nous avons rencontrées et qui ne dépendent pas de celle-ci.

C'est surtout par celles-ci qu'à l'heure actuelle on pourrait obtenir une compression du prix de revient.

En ce qui concerne les matières achetées, s'il est impossible d'en diminuer les quantités, il devrait être possible de les amener à des cours en harmonie avec ceux des produits agricoles ; rien n'a été fait en ce sens.

Les impôts ne doivent pas être augmentés, car ils représentent déjà 1/2 quintal de blé au minimum et sont dans un coefficient hors de proportion avec les produits vendus par l'agriculteur.

Il ne faut pas négliger non plus l'incidence des impôts communaux et départementaux qui ont tendance à s'accroître d'une façon tout à fait incompatible avec la fortune des communes et ceci en raison des facilités accordées par l'État pour des fonds de premier établissement, d'une utilité, il faut le reconnaître, parfois incontestable.

On peut dire, par conséquent, que dans la mesure dépendant de son action propre l'agriculteur a, à peu de chose près, adapté son prix de revient aux circonstances économiques d'aujourd'hui. Par contre pour les frais qui ne sont pas sous sa dépendance, mais qui sont indispensables à la bonne marche de l'exploitation, on ne peut que constater que, sur la plupart des points, il n'y a eu, jusqu'à ce jour, aucune adaptation à la situation nouvelle.

A notre avis cela paraît provenir de l'isolement de chaque cultivateur.

Seule l'action corporative peut apporter une solution à cette partie du problème.

Sur le terrain particulier de la culture betteravière, l'action corporative, sanctionnée par l'État, s'est manifestement exercée. Elle est actuellement en plein travail. Elle ne s'est pas attaquée directement au prix de revient, mais à la crise betteravière elle-même en cherchant à procurer à l'agriculteur un prix de vente rémunérateur.

§ 2. — *Les accords de contingentement.*

Le système du contingentement de la production agricole est un moyen d'obtenir une revalorisation des produits à la satisfaction des exploitants. Les consommateurs eux-mêmes n'y trouveront pas un inconvénient énorme, à condition que le contingentement soit raisonnable, c'est-à-dire assez large pour ne pas provoquer des cours exagérément gonflés. Il est d'ailleurs évident que moins le contingentement sera sévère, plus il sera volontiers respecté par les intéressés. En matières betteravière et sucrière l'idée de contingentement n'est pas une idée tout à fait nouvelle. A l'heure actuelle, nous ne voulons nous occuper que des accords de contingentement français ; cependant ceux-ci ont été précédés, sur le plan international, par de accords conclus pour réglementer la production du sucre et, sur le plan national, par les travaux d'une commission ministérielle créée en 1923 pour étudier d'une façon générale tous les problèmes relatifs aux rapports entre planteurs de betteraves et fabricants de sucre.

Le mouvement de contingentement partit de Cuba. Nous avons vu que, dans les pays exotiques, la production

du sucre (de canne) avait augmenté dans de grandes proportions. Cuba est un très gros producteur qui a pour débouché principal le grand marché des États-Unis ; en 1925, les cours des sucres sur le marché de New-York subirent une forte baisse. Devant cette baisse, les fabriques ne couvraient plus leurs frais et craignaient que cette situation n'allât en s'accroissant ; effectivement en mars 1926 le prix de la livre de sucre tombe à 2,20 cents.

Les planteurs de Cuba réclamèrent du Gouvernement une politique de restrictions, lui demandant de briser par des décrets l'opposition faite à cette tentative par une minorité de planteurs et de fabricants. Un contingent fut fixé et il oscilla, les années suivantes, de 4.905.000 tonnes à 4.103.000 tonnes.

Comme à cette époque les autres pays producteurs augmentaient encore leur production, l'initiative en baisse se révéla plus ou moins inutile.

Cuba fit alors une nouvelle tentative en 1927. De concert avec quelques pays européens producteurs de sucre son marché d'exportation fut réglé par une « Société d'Exportation du Sucre. » Grâce à cette politique particulière de vente sur les marchés extérieurs, autres que les États-Unis, le prix moyen pût atteindre un niveau favorable relativement aux prix minimes du marché mondial.

Lors de la Conférence de Paris, tenue du 11 au 14 novembre 1927, les représentants des industries sucrières d'Allemagne, de Tchécoslovaquie, de Pologne se déclarèrent prêts à collaborer avec Cuba.

Cuba s'engageait à réduire la production de sa récolte de 1927-1928. Les autres pays, de leur côté, promettaient de faire tous leurs efforts pour augmenter leur consommation et de régler ensuite la culture de la betterave de telle

façon que, pour la campagne 1928-1929, les excédents de production destinés à l'exportation diminuassent.

Les résultats furent les suivants : on put constater que, seule, la Tchécoslovaquie avait restreint sa culture de betteraves. L'Allemagne et la Pologne avaient au contraire augmenté la leur.

La Société des Nations connut elle-même, de la crise sucrière. Le 4 avril 1929, le Comité économique de la Société des Nations se réunit en une séance spéciale pour entendre l'exposé de nombreux experts. Cette séance avait pour objet de renseigner le Comité sur l'ensemble de la question. Il fut reconnu qu'une tentative de règlement international de la production serait vouée à l'échec, ainsi que l'avaient montré les essais précédents, mais que, d'autre part, l'initiative d'une restriction générale de la production du sucre devait être prise par l'industrie elle-même. A ce point de vue se rallièrent Cuba, l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie et la Belgique.

A la fin de 1929 les représentants de ces mêmes États se réunirent de nouveau, cette fois-ci à Bruxelles. Il fut convenu entre ces six pays qu'ils restreindraient leur exportation, pendant une durée de quatre ans, en se basant sur des chiffres qui furent établis à cette occasion.

Ces résolutions ne furent pas plus observées que celle de 1927.

Et nous arrivons alors au Plan Chadbourne de 1931.

De très nombreux capitaux américains étaient investis dans les sucreries cubaines. Le krach de Wall-Street, du 24 octobre 1929, entraîna pour les fabriques de sucre de Cuba une situation financière intenable.

Les ventes du sucre cubain durent être effectuées à perte ; les cours tombèrent. Le marché des États-Unis

devint très défavorable aux producteurs qui y trouvaient leur débouché. Les deux banques américaines les plus atteintes par cette situation : la Chase National Bank et la National City Bank of New-York chargèrent le juriste américain M. Thomas Chadbourne de traiter avec les différentes parties intéressées.

C'est de là que sort la convention internationale de 1931 ou Plan Chadbourne. Nous n'entrerons pas dans le détail des négociations qui eurent lieu à cette époque.

La Convention Chadbourne fut signée à Bruxelles le 9 mai 1931 par les délégués de Cuba, de Java, de la Pologne, de l'Allemagne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie et de la Belgique, valable jusqu'au 1^{er} septembre 1935. L'idée fondamentale était tout d'abord d'établir un rapport plus favorable entre l'offre et la demande, en stockant une partie des approvisionnements qui, au cours du délai fixé, devaient être écoulés, chaque année d'une manière égale.

En second lieu, les industries sucrières contractantes s'engageaient à régler leur production de telle sorte qu'elle ne dépassât pas la consommation de l'intérieur, plus le contingent d'exportation, déduction faite cependant des quantités à prendre sur les stocks en excédent. On réglait la production à venir en tenant compte de la production actuelle et des stocks. Des chiffres précis furent fixés pour chaque pays adhérent.

En Octobre 1931, le Pérou se rallia à l'accord. La Yougoslavie l'imita en Juin 1933.

Un Conseil International du Sucre fut créé, qui eut son siège à La Haye. Il devait veiller à l'exécution de la convention, rassembler les informations nécessaires, faire de la propagande pour le développement de la consommation,

enfin, gagner les autres industries sucrières à l'accord Chadbourne.

A la suite de difficultés qui s'élevèrent entre pays producteurs, principalement Java et Cuba, une Conférence du Sucre se tint à Londres qui n'aboutit pas, le Sénat américain refusant de lier les États-Unis en ratifiant l'accord. Le plan Chadbourne eut pour résultat une réduction des stocks et de la production des pays signataires qui ont bien voulu l'exécuter, car son défaut essentiel était de ne pas avoir de sanctions efficaces.

Les pays non signataires bénéficièrent de ces restrictions imposées aux autres. La France, qui n'était pas signataire de la Convention Chadbourne, semble avoir résolu ses questions betteravières et sucrières en reprenant à son compte la maxime célèbre « Italia fara da se ».

Dès le 29 novembre 1923, sur l'initiative de M. Henry Chéron, à ce moment-là Ministre de l'Agriculture, une commission centrale et des commissions régionales furent créées. La commission centrale avait à sa tête M. Félix Laurent, inspecteur général de l'Agriculture.

L'exposé des motifs du décret déclare :

« Les questions qui touchent aux rapports entre planteurs et fabricants de sucre soulèvent, chaque année, des difficultés qu'il importe d'aplanir.

« Par analogie avec ce que nous avons fait pour les problèmes concernant le blé, les farines et le pain, j'ai le désir de constituer une commission supérieure consultative et des commissions locales dont le but sera de rapprocher les intéressés, de faciliter entre eux la préparation des contrats applicables à chaque campagne, de concilier les intérêts en présence et de me donner leur avis sur les différents problèmes relatifs aux inté-

« rêts généraux des professions betteravière et sucrière.

« Je désire, au surplus et par-dessus tout, que ces com-
« missions étudient les questions relatives à l'intensifica-
« tion de la production betteravière, si nécessaire à la
« prospérité générale de l'agriculture, et en connexité si
« étroite avec la culture du blé... »

Ce dernier vœu était très compréhensible à l'époque où fut pris le décret ; il le deviendra beaucoup moins par la suite.

En 1930, arrive la grande crise de surproduction. Devant la nécessité, producteurs de sucre et planteurs de betteraves, agissant par l'intermédiaire de leurs groupements corporatifs respectifs, vont s'entendre ¹.

Ce fait est extrêmement important pour qui connaît la mentalité individualiste du cultivateur français et c'est pour le souligner que nous avons entrepris le chapitre III de cette étude.

L'accord va porter sur deux points principaux, d'abord stockage de l'excédent de la production, excédent que nous avons vu être de 200.000 tonnes, ensuite adaptation de la production à la consommation.

Le 2 avril 1932 sont signés des accords groupant 83 p. 100 des producteurs et planteurs de betteraves. Grâce à eux, vont être stockés 175.000 tonnes de sucre excédentaire ; stocks qui ne pourront être écoulés qu'avec la hausse du marché. Intervient également le statut équilibrant la production et la consommation. Le contingent de la production métropolitaine possible fut fixé au chiffre de

1. Les planteurs sont groupés à la Confédération générale des planteurs de betteraves (en abrégé C.G.B.). Les sucriers sont groupés à l'Association syndicale pour la défense des intérêts économiques, agricoles et sucriers.

800.000 tonnes (valeur en sucre raffiné). Les contingents des années qui suivirent furent :

824.000 tonnes pour la campagne 1932-1933 ;

800.000 tonnes pour 1933-1934 ;

888.000 tonnes pour 1934-1935 ;

et enfin 848.000 tonnes pour 1935-1936.

La confiance revenant, les cours remontent ; alors qu'ils étaient tombés à 164 francs, ils sont le 2 avril 1932 à 216 francs et jusqu'en 1935 se tiennent aux environs de 205 à 220 francs.

Les premiers accords de contingentement furent faits pour trois ans : ils réussirent, du reste, à atteindre leur but : on constate, vers l'époque de leur expiration, la résorption du stock et surtout l'adaptation si recherchée de la production à la consommation.

En 1934, les accords sont renouvelés sur des bases identiques. Ils englobent, cette fois, 97 p. 100 des producteurs et planteurs métropolitains, ainsi que les producteurs et planteurs coloniaux (qui n'étaient pas parties aux accords de 1932).

Nous ne pensons pouvoir mieux faire que reproduire en annexe le texte de ces accords, dont le principe est le suivant : il existe un contingent global fixé annuellement par le Bureau Syndical et la Conférence spéciale. Le contingent est réparti entre les usines suivant la moyenne de production de trois années parmi les années 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930. Le même principe présidera à la répartition du contingent de l'usine entre ses planteurs-fournisseurs.

Lorsque le planteur fera une livraison excédant son contingent, deux cas sont à examiner : ou bien l'excédent n'est pas supérieur à 10 p. 100, dans ce cas l'usine doit le lui

prendre, et le sucre qui en sera tiré sera immédiatement stocké ; ou bien son excédent dépasse 10 p. 100, dans ce cas l'usine peut le rejeter purement et simplement pour la partie dépassant 10 p. 100 ; si elle le prend, elle l'utilisera en le transformant soit en alcool, soit en mélasse et la tonne de betteraves ainsi traitée sera payée forfaitairement au planteur.

Une Commission mixte est prévue pour régler les conflits ; en cas de désaccord, le choix d'un arbitre est également envisagé. D'ailleurs l'article 1^{er} de l'accord ordonne aux fabricants de ne pas faire état, dans les discussions des contrats de betteraves, des charges leur incombant du fait du contingentement lui-même, mais de ne faire état que des contrats et des conditions respectives de l'industrie et de l'agriculture en 1930.

§ 3. — *Les décrets-lois de 1935 et la révision des contrats.*

Cependant, il restait environ 3 p. 100 de planteurs et de producteurs dissidents qui profitaient des sacrifices des autres sans subir les inconvénients dont souffraient les syndiqués, entre autre le contingentement et la taxe, pourtant légère, dont le produit était destiné à faire de la propagande en faveur du sucre et de la publicité dans les journaux — publicité qui d'ailleurs a porté ses fruits, puisque la consommation est passée de 800.000 tonnes à un million de tonnes environ.

Ce régime amenait fatalement des frictions et les organes corporatifs représentant planteurs et sucriers profitèrent des décrets-lois de 1935 pour englober les dissidents dans leurs accords.

Les décrets-lois du 8 août 1935 et du 31 octobre 1935,

dont les textes figurent à l'annexe, consacrent donc les accords amiables et obligent les dissidents à s'y joindre.

La création d'usine nouvelle¹ traitant le sucre et ses sous-produits est soumise à de nombreuses autorisations. C'est là un véritable monopole de fait, sinon de droit, car la multiplicité des formalités laisse peu d'espoir d'aboutir à l'obtention de toutes les autorisations requises.

Les accords de contingentement, limités à la durée de trois ans, seront reconduits de plein droit si le maintien en est demandé par les 4/5 des producteurs et planteurs de betteraves.

En contre-partie de l'obligation d'adhérer aux accords, a été offert, aux intéressés, un avantage. Le décret du 8 août 1935 donne aux planteurs la possibilité d'obtenir la révision des contrats qu'ils ont passés avec leur sucrerie, à condition que la Commission prévue pour prononcer la révision ait été saisie avant le 15 octobre 1935. Il est inutile de paraphraser un texte que nous avons fait figurer à l'annexe, mais nous devons ajouter que la plus grande partie des planteurs, sinon la totalité, profitant de l'occasion qui leur est offerte de faire réadapter les prix de vente aux conditions économiques actuelles, ont demandé la révision de leurs contrats.

Cette révision vient d'être effectuée par la Commission. Le rapport concernant le travail de cette dernière n'est pas encore publié; malgré cela, nous avons pu, au ministère de l'Agriculture, obtenir quelques renseignements sur les modifications qui ont été apportées à la situation des planteurs.

Nous distinguons deux sortes de modifications : la pre-

1. Depuis 1925, le chiffre des usines en France est sensiblement constant. Il est aujourd'hui de 106.

mière porte sur la clause des mélasses, elle détermine une augmentation de 6 fr. 50 par tonne de betteraves.

La seconde porte sur l'échelle des prix proprement dits.

Quelques contrats n'ont pas été touchés, mais ils forment une infime minorité (environ 4 p.100) ; 96 p. 100 des contrats ont donc été modifiés ; tous l'ont été dans le sens de la hausse des prix, mais la majoration varie suivant les prix qui étaient pratiqués avant la révision. Dans certains contrats, qui tenaient compte, déjà, de la situation difficile du cultivateur, on n'enregistre qu'une hausse des prix d'environ 3 francs. Dans la plupart des autres, la majoration des prix oscille entre 5 et 10 francs.

Le planteur va donc vendre sa tonne de betteraves une douzaine de francs plus cher qu'il ne la vendait avant les décrets-lois.

Malgré cela, les chiffres que nous avons rencontrés au cours de notre étude, même augmentés de douze unités, ne couvrent pas encore en règle générale, le prix de revient de 150 francs.

La majoration apportée n'a produit, du point de vue des prix de vente seulement, qu'un retour à la situation qui existait antérieurement à 1930. C'est là un résultat certain, bien que n'apparaissant pas de prime abord considérable. En l'état actuel de l'économie mondiale¹, une rémunération qui assure au producteur, non des bénéfices substantiels — bien entendu — mais des pertes réduites au minimum peut être considérée comme relativement bonne, car il ne faut pas oublier que nous avons en notre matière, et d'un autre côté, les intérêts du consommateur à sauvegarder. Une telle situation ne pourrait indéfiniment se

1. Sur le marché mondial les 100 kilogrammes de sucre valent 35 francs.

prolonger si elle restait stationnaire, car aucun producteur n'a jamais pu travailler à perte bien longtemps. Notre avis est que nous devons plutôt voir là non pas un but, mais une première étape vers une amélioration et un état de choses économique nouveau.

Il est en effet indéniable que c'est grâce aux mesures prises, tant par les groupements spécialisés que par les pouvoirs publics, que cette branche de l'agriculture française doit d'être encore à l'heure actuelle relativement saine.

ANNEXE A

I. — LES ACCORDS DE 1934 SUR LE CONTINGENTEMENT DE LA PRODUCTION SUCRIÈRE ¹

Il est préalablement exposé :

Que le contingentement de la production sucrière tel qu'il a été réalisé pour 1931 a eu pour effet de régler d'une façon satisfaisante la production du sucre en France.

Que la modification apportée dans les clauses de l'engagement permettant de compenser l'excédent d'une campagne, pouvant résulter des conditions climatiques favorables, par un déficit provenant d'une production de betteraves moins considérable de la campagne suivante, donne au contingentement du sucre en France, librement consenti par les intéressés, agriculteurs et fabricants de sucre, la souplesse et la régularité de fonctionnement qu'aucun autre contingentement ne pourra jamais donner.

Que les bases essentielles de cette libre organisation qui a fait ses preuves doivent être conservées et que sa propagation doit se faire autant que possible dans le cadre actuel en apportant à ce dernier les modifications que l'expérience des trois dernières années montre comme absolument nécessaires.

Ceci exposé :

Entre les soussignés :

Monsieur le président de l'Association syndicale pour la défense des intérêts économiques agricoles et sucriers.

Et Monsieur le président de la Confédération générale des planteurs de betteraves.

Il a été convenu ce qui suit :

1. Texte officiel émanant de la Confédération générale des planteurs de betteraves.

La Confédération générale des planteurs de betteraves, après avoir pris connaissance des engagements signés entre l'Association syndicale et les fabricants de sucre pour le renouvellement du contingentement et du stockage de la production sucrière pour une nouvelle période de trois années, déclare approuver ces accords.

L'Association syndicale et la Confédération générale des planteurs de betteraves déclarent être d'accord pour demander aux fabricants de sucre et aux planteurs, membres ou non des dits groupements, l'application des clauses ci-après.

ARTICLE PREMIER. — *Contrats de betteraves.*

Les fabricants de sucre s'engagent à ne pas faire état dans les discussions des contrats de betteraves, des charges leur incombant (stockage, pénalité d'excédent, exportation, etc...) du fait du contingentement de la production sucrière.

Ils devront justifier par d'autres causes, notamment par référence aux conditions économiques, toutes modifications qu'ils apporteraient aux contrats actuels.

Les justifications devront être fournies sur la base des contrats et des conditions économiques respectives de l'industrie et de l'agriculture en 1930.

En réciprocité, les planteurs de betteraves s'engagent à justifier dans les mêmes conditions leurs demandes de modification aux contrats.

Les conflits, pouvant naître de l'application de cet article, pourront être portés, par l'une ou l'autre des parties, devant la Commission mixte prévue à l'article 3, laquelle, après avoir entendu les deux parties, essaiera de les concilier et en cas d'échec jouera le rôle d'arbitre si les deux parties s'engagent à se soumettre à ses décisions.

ART. 2. — *Garanties d'achat pour les planteurs et répartition des contingents entre les planteurs.*

Chaque fabricant de sucre garantit à ses planteurs habituels la répartition entre eux de la totalité du tonnage de betteraves correspondant à son contingent de sucre non pénalisé.

Le Bureau syndical et la Conférence spéciale fixeront, chaque année, un pourcentage de réduction ou d'augmentation de la production sucrière et appliqueront ce pourcentage à chaque usine sur la moyenne de production de trois ans choisis par elle sur les six dernières avant 1931.

Chaque fabricant s'engage à acheter par contrat individuel, à ses conditions générales d'achat dans la région avant le 15 mai de chaque année, toutes les betteraves offertes par ses fournisseurs habituels dans la limite de la production moyenne de chaque planteur pour les trois années choisies pour chaque usine parmi les six dernières avant 1931.

A cette production moyenne, il sera appliqué un pourcentage de réduction ou d'augmentation qui pourra être diminué ou augmenté de 4 p. 100 au maximum.

Toutefois, les dispositions du paragraphe ci-dessus ne s'entendent que dans la mesure où l'existence de contrats de longue durée antérieurs à 1931¹, en permet l'exécution.

D'autres formules d'application du contingent aux planteurs pourront être adoptées, sur la proposition, soit des groupements de planteurs de betteraves, soit des fabricants de sucre, après accord régional ou par usine entre les fabricants de sucre et les syndicats de planteurs de la région ou de l'usine, ou, en leur absence, les groupements agricoles les plus représentatifs de la région envisagée.

Ces formules pourront notamment être calculées de la manière suivante :

Le coefficient de réduction sera calculé proportionnellement à la moyenne des livraisons des planteurs pour une ou plusieurs années choisies par accord entre les usines et groupements betteraviers d'une région.

Dans ce cas, le coefficient de réduction ou d'augmentation sera établi par comparaison entre le contingent de sucre fixé pour cette région ou cette usine et leur production de la ou des années choisies. Le chiffre d'augmentation ou de réduction ainsi obtenu pourra être majoré ou diminué jusqu'à un maximum de 4 p. 100.

1. A titre exceptionnel, les fabricants de sucre qui n'étaient pas adhérents à l'association au cours de la période 1931-1932 et qui y adhéreront en 1934 pour la nouvelle période de trois années, pourront faire état des contrats de longue durée antérieure à janvier 1934.

Quelle que soit la méthode de calcul employée pour établir le contingentement des planteurs de betteraves, chaque fabricant fera connaître avant le 10 Mars à chaque planteur :

1^o Les années de sa production qui serviront de base à son contingentement ;

2^o Le pourcentage d'augmentation ou de réduction qui leur est appliqué d'après la règle choisie ;

3^o Le nombre de tonnes de betteraves que le planteur aura le droit de livrer sans aucune pénalité possible en application du pourcentage de réduction ou d'augmentation aux années envisagées.

Dans le cas où le chiffre de production de la future campagne ne serait pas fixé avant le 10 Mars, ces indications devraient être données dix jours après la publication du chiffre de production possible.

Les quantités de betteraves achetées en application des règles ci-dessus par chaque fabricant, ne pourront, en aucun cas, donner lieu, lors de la livraison, à une pénalité quelconque à retenir au fournisseur.

Dans le cas où la fourniture de betteraves, au-delà des contingents de chaque cultivateur tel qu'ils viennent d'être définis, obligerait le fabricant de sucre à stocker pour l'exportation ou toute autre utilisation une partie de la production de sa campagne, les betteraves livrées au-delà du contingent par les cultivateurs seraient considérées comme des betteraves excédentaires et pénalisées ou utilisées comme il sera dit à l'article 4 jusqu'à concurrence de 10 p. 100 du tonnage à livrer par chaque planteur. Les quantités livrées en surplus pourront être refusées par les fabricants de sucre ou faire l'objet de conditions à débattre entre planteurs et fabricants, notamment le planteur pourra demander au fabricant de transformer ses betteraves en sucre et à ses frais, ce sucre restant soumis aux règles des excédents.

Pour une usine donnée, il sera établi à la fin de chaque campagne le total des tonnes de betteraves excédentaires. Ce chiffre sera fourni par la sucrerie au bureau de l'Association syndicale et à la Conférence spéciale afin de servir de base au calcul de la répartition des charges et pénalités d'excédents.

Le tonnage total excédentaire d'une usine sera composé :

1^o du total du tonnage des betteraves livrées en excédent par les planteurs ayant droit à un contingent régulier.

2° du total des livraisons des nouveaux planteurs ou des planteurs n'ayant pas droit à un contingent régulier.

ARTICLE 3. — *Règlement des conflits.*

Les fabricants et cultivateurs syndiqués ou non s'engagent à soumettre toute difficulté relative à l'application des articles ci-dessus à la conciliation ou à l'arbitrage d'une commission mixte de deux délégués de la Conférence spéciale représentant les planteurs et de deux délégués du bureau de l'Association syndicale. Ils s'engagent à respecter les décisions de cette commission.

En cas de désaccord, les quatre délégués choisiront d'un commun accord un arbitre qui décidera sans appel.

En cas de désaccord sur la désignation de l'arbitre, celui-ci sera désigné par le Président du Tribunal de Commerce, dont dépend l'usine, à la requête de la partie la plus diligente.

Sur autorisation de la Commission mixte les groupements régionaux ou départementaux de fabricants de sucre ou de planteurs de betteraves pourront constituer, dans chaque région betteravière, un comité de conciliation composé d'un représentant du Syndicat des planteurs de betteraves et d'un représentant du Groupe régional des fabricants de sucre chargés d'examiner et de concilier en première instance toutes les réclamations des cultivateurs concernant l'application des règles de répartition des contingents entre les planteurs.

ARTICLE 4. — *Utilisation des excédents et pénalités.*

En cas d'exportation ou de toute autre utilisation exceptionnelle du sucre ou de libération des sucres non compensables, décidées par le Bureau syndical et la Conférence spéciale, ces organisations fixent, par sac de sucre l'évaluation provisoire des charges d'exportation, d'utilisation exceptionnelle ou de libération anticipée de ces stocks non compensables (frais de stockage exclus).

Cette charge provisoire sera fixée avant le 1^{er} janvier de chaque année en tenant compte notamment des prévisions d'utilisation des excédents (exportation, utilisation exceptionnelle, libération éventuelle au cours de la campagne avec paiement d'une pénalité de 6 p. 100), et ce d'après leur importance.

Le bureau de l'Association syndicale, après avoir fixé le montant de la charge forfaitaire provisoire par sac de sucre, fixera pour chaque usine la prévision forfaitaire de charge excédentaire en multipliant le chiffre établi ci-dessus par le nombre de sacs de sucre excédentaires non compensables de l'usine donnée.

Le total ainsi trouvé, multiplié par 0,60, donnera le montant de la retenue forfaitaire provisoire à effectuer sur l'ensemble des tonnes de betteraves excédentaires d'une usine dont le montant aura été calculé comme il a été dit à l'article 2.

Le total de la retenue provisoire applicable aux betteraves excédentaires, divisé par le total des tonnes excédentaires, donnera le montant de la retenue provisoire à effectuer sur le règlement de betteraves le plus prochain pour chaque tonne de betteraves livrée en excédent.

Lorsqu'un fabricant de sucre excédentaire devra exporter, utiliser ou libérer un stock excédentaire, il prélèvera sur ces retenues $N \times 0,60$ par sac exporté ($N =$ charge réelle par sac de sucre suivant l'opération dont il s'agit) sans que les sommes ainsi prélevées puissent dépasser pour chaque tranche d'excédent :

a) le montant des retenues forfaitaires effectuées sur le total des livraisons excédentaires des cultivateurs ;

b) une somme représentant plus de $N \times |1,20 \times 0,60$ par tonne de betteraves en excédent.

Une fois terminées, les opérations de libération, exportation ou autre utilisation des sucres excédentaires non compensables dans le cadre des règles ci-dessus, s'il reste un solde sur le total des retenues effectuées, celui-ci sera remboursé aux planteurs proportionnellement au total des tonnes de betteraves constituant l'excédent pénalisable.

Dans le cas où la résiliation de l'exportation représenterait une charge sensiblement supérieure à l'évaluation forfaitaire établie, le solde de la pénalité revenant aux planteurs serait retenu sur les livraisons faisant l'objet du contingentement de la campagne suivante après réajustement de la charge forfaitaire.

En cas de conflit sur le montant de la retenue ou sur son utilisation, celui-ci sera porté devant la Commission mixte prévue à l'article 3.

Si un accord spécial intervient entre une usine et les planteurs de sa région, syndiqués ou non, les 60 p. 100 des charges définies ci-dessus pourront être réparties entre toutes les tonnes de

betteraves livrées par les planteurs de la dite usine sans distinction d'excédents ou de déficits.

ARTICLE 5. — *Caisse de propagande.*

Une somme de 0 fr. 20 par tonne de betteraves livrée sera retenue par chaque fabricant à ses planteurs et sera versée à l'Association syndicale. Ces sommes seront portées dans un compte spécial qui sera géré par le bureau de l'Association syndicale assisté de la Conférence spéciale. Elles ne pourront être utilisées qu'à la propagande pour le développement de la consommation du sucre et de l'alcool et pour les frais de secrétariat de la Conférence spéciale.

ANNEXE B

I. — DÉCRET DU 8 AOUT 1935 SOUMETTANT A L'AUTORISATION ADMINISTRATIVE LA CONSTRUCTION D'USINE NOUVELLE TRAITANT LA BETTERAVE ET SES SOUS-PRODUITS. (*Journal Officiel*, 11 août, p. 8.805.)

Le Président de la République;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décret toute disposition ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu les articles 41 à 51 du chapitre iv du décret du 30 juillet 1935 relatif à la défense du marché des vins et au régime économique de l'alcool;

Vu l'avis exprimé par le Conseil des Ministres au cours de sa séance du 8 août 1935;

Sur le rapport du Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, et des ministres de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, des Finances, et de la Guerre;

Décète :

ART. 1. — A dater de la promulgation du présent décret et pendant la durée d'application des dispositions légales ou concertées tendant à équilibrer la production et l'utilisation de la betterave ou ses sous-produits résultant de ce travail, quel que soit le produit fabriqué, sera soumise à l'autorisation préalable des ministres de l'Agriculture, du Commerce, des Finances, et de la Guerre, après avis favorable de la commission instituée en vertu de l'article 3 du livre 1^{er} du Code des contributions indirectes par arrêté publié au *Journal Officiel*.

ART. 2. — Les chefs d'industrie, directeurs ou gérants qui construiraient ou exploiteraient sans autorisation un établissement

industriel visé par l'article 1^{er} du présent décret ou qui continueraient cette construction ou cette exploitation après expiration du délai qui leur aura été imparti par un arrêté préfectoral de mise en demeure pour la faire cesser, seront, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront être alloués aux tiers, punis d'une amende de 100 à 500 francs.

Les chefs d'établissements sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs, gérants ou préposés.

Le tribunal pourra ordonner l'apposition des scellés sur les appareils et machines et sur les portes de l'établissement.

Les droits de circulation, les droits de consommation et toutes autres taxes, frappant les produits ou sous-produits visés à l'article 1^{er} du présent décret, sont quadruplés pour les produits sortant des usines édifiées ou ayant fonctionné en violation des dispositions ci-dessus.

ART. 3. — Ce décret est applicable conformément à la loi du 8 juin 1935 au Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle, ainsi qu'à l'Algérie.

ART. 4. — Le Président du Conseil, les ministres de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, des Finances, et de la Guerre, sont chargés de l'exécution du présent décret.

II. — DÉCRET DU 8 AOÛT 1935 RELATIF A LA REVISION DES CONTRATS DE BETTERAVES ET A L'APPLICATION DES ACCORDS DE CONTINGENTEMENT DE LA PRODUCTION DU SUCRE. (*Journal Officiel*, p. 8.806.)

Le Président de la République ;

Vu la loi du 8 juin 1935, autorisant le Gouvernement à prendre par décret toute disposition ayant force de loi pour défendre le franc ;

Vu la loi du 31 mars 1933 portant contingentement des achats d'alcools de betteraves aux prix de parité du sucre ;

Vu le décret du 30 juillet 1935 relatif au régime économique de l'alcool ;

Vu le décret du 1^{er} août 1935 portant résiliation de certains marchés de vente du sucre raffiné ;

Vu le décret du 8 août 1935 soumettant à l'autorisation admi-

nistrative préalable la construction d'entreprises nouvelles travaillant la betterave et ses sous-produits ;

Sur le rapport du Président du Conseil, des ministres, des ministres de l'Agriculture, du Commerce et de l'industrie, des Finances ; le Conseil des ministres entendu,

Décète :

ART. 1. — Il est institué au ministère de l'Agriculture une Commission devant laquelle seront portés pour les intéressés, à défaut d'entente amiable, les différends nés des décrets pris en application de la loi du 8 juin 1935, d'une part entre les planteurs de betteraves syndiqués ou non et les utilisateurs de la betterave ou de ses sous-produits, et d'autre part entre les dits utilisateurs syndiqués ou non, notamment en ce qui concerne les conditions générales des contrats de betteraves ainsi que l'application des dispositions concertées tendant à équilibrer la production et l'utilisation de la betterave.

Cette Commission est composée comme suit : un conseiller d'État ou un magistrat de l'ordre judiciaire, de grade équivalent, honoraire ou en fonctions, président. Trois représentants des planteurs de betteraves désignés par la Confédération générale des planteurs de betteraves. Trois représentants des industries utilisatrices de la betterave, désignés en accord par le Comité des fabricants de sucre et l'Association syndicale pour la défense des intérêts agricoles, économiques et sucriers.

Un inspecteur général ou régional de l'Agriculture exercera auprès de la Commission les fonctions de commissaire rapporteur avec voix consultative.

ART. 2. — La Commission devra être saisie avant le 15 Octobre 1935 des différends qui n'auraient pu être préalablement réglés à l'amiable par les parties en cause.

ART. 3. — Les différends sus-visés seront réglés par arrêté du ministre de l'Agriculture sur avis conforme de la commission précitée. Les infractions au dit arrêté seront punies des peines, amendes et surtaxes prévues par l'article 2 du décret du 8 août 1935, soumettant à l'autorisation administrative préalable la construction d'usines nouvelles travaillant la betterave ou ses sous-produits.

ART. 4. — Un arrêté du ministre de l'Agriculture, pris après

avis de la commission déterminera les conditions d'application du présent décret.

ART. 5. — Ce décret est applicable conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935 au Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle, ainsi qu'à l'Algérie.

ART. 6. — Les ministres de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, des Finances, sont chargés de l'exécution du présent décret.

III. — DÉCRET DU 30 OCTOBRE 1935 MODIFIANT LE DÉCRET DU 8 AOÛT 1935 RELATIF A LA REVISION DES CONTRATS DE BETTERAVES ET AU CONTINGENTEMENT DE LA PRODUCTION DU SUCRE. (*Journal Officiel*, 31 octobre 1935, p. 11.640. *Bulletin Législatif*, DALLOZ 1935, p. 1.052.)

Rapport au Président de la République.

Monsieur le Président,

Dans le but de proportionner la production du sucre aux besoins du pays, le décret du 8 août 1935 relatif à la révision des contrats de betteraves et à l'application des accords de contingentement de la production du sucre a, entre autres dispositions, reconnu les accords déjà existants entre fabricants d'un même produit tiré de la betterave et institué une procédure ainsi qu'une pénalité pour assurer le respect de ces conventions.

Cette mesure, qu'imposait la situation qui ne pouvait être réglée que d'une manière précaire par des accords privés, place sous le contrôle et la surveillance de l'État l'action concertée des producteurs et des transformateurs de betteraves à sucre et constitue un essai de collaboration technique entre les pouvoirs publics et la profession organisée.

Mais ces accords par le fait même qu'ils deviennent obligatoires pour l'ensemble d'une profession, faute de quoi ils seraient totalement dépourvus d'efficacité, ne sauraient être imposés par une minorité. Il est donc nécessaire de préciser qu'ils doivent réunir une large majorité, que nous avons estimée devoir être au moins des $4/5$ des industriels intéressés représentant le même pourcentage du produit envisagé.

De même, bien que le décret précité ait, sans restrictions ni réserves, donné mission à la commission, instituée par son article 1^{er}, d'examiner tous les différends relatifs à ces accords et l'ait, par là même, habilité implicitement à juger les contestations qui pourraient s'élever, notamment sur le contingent de fabrication attribué à chaque usine, il nous a semblé préférable que ce droit soit explicitement précisé, afin qu'il ne subsiste aucun doute à ce sujet.

D'autre part, le décret du 8 août 1935 n'étant que la reconnaissance et la consécration officielle d'une organisation qui fonctionne depuis plusieurs années et dont les travaux sont bien connus des milieux intéressés, nous avons cru devoir préciser que les dispositions inscrites dans ce texte sont applicables à la campagne en cours, faute de quoi se produirait une solution de continuité entre les accords anciens de caractère privé et l'organisation nouvelle,

Le Président de la République,

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décret toute disposition ayant force de loi pour défendre le franc ;

Vu la loi du 31 mars 1935 portant contingentement des achats d'alcools de betteraves aux prix de parité du sucre ;

Vu le décret du 30 juin 1935 relatif au régime économique de l'alcool ;

Vu le décret du 1^{er} août 1935 portant résiliation de certains marchés de vente du sucre raffiné ;

Vu le décret du 8 août 1935 soumettant à l'autorisation administrative préalable la construction d'entreprises nouvelles travaillant la betterave et ses sous-produits ;

Vu les décrets du 8 août 1935 et du 18 octobre 1935 relatifs à la révision des contrats de betteraves et à l'application des accords de contingentement de la production du sucre ;

Sur le rapport du Président du Conseil des ministres, du Garde des Sceaux, ministre de la justice, des ministres de l'Agriculture, des Finances, du Commerce et de l'Industrie,

Décète :

ART. 1. — L'article 1^{er} § 1 du décret du 8 août 1935 ci-dessus est complété comme suit :

Ces dernières dépositions sont obligatoires pour tous les fabricants d'un même produit lorsque les accords intervenus réunissent l'adhésion des 4/5 au moins des entreprises ayant fonctionné au cours de la campagne précédente, représentant les 4/5 au moins de la production de la dite campagne. En cas de désaccord sur le montant du contingent envisagé pour une usine, le différend est porté devant la commission visée ci-dessus ; il est instruit et jugé dans les formes prévues au présent décret. Ces dispositions sont applicables à la campagne 1935-1936.

ART. 2. — Le dernier alinéa de l'article 1^{er} du décret du 8 août 1935 est modifié :

Un fonctionnaire des services extérieurs de l'Agriculture exercera auprès de la commission les fonctions de commissaire rapporteur.

ART. 3. — Ce décret est applicable conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935 au Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle, ainsi qu'à l'Algérie.

ART. 4. — Les ministres de l'Agriculture, des Finances, du Commerce et de l'Industrie sont chargés de l'exécution du présent décret.

Vu :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX.

Vu :

Le Président de la thèse,

ROGER PICARD.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

POUR LE RECTEUR :

L'Inspecteur d'Académie,

J. PERRON.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	1
 CHAPITRE I. — La culture de la betterave à sucre.	
<i>Section I.</i> — La ferme à betteraves de la région parisienne	9
<i>Section II.</i> — La culture proprement dite de la betterave à sucre : assolement, engrais, semences, préparation de la terre et les divers travaux effectués	15
 CHAPITRE II. — Le prix de revient de la betterave à sucre.	
<i>Section I.</i> — La comptabilité-prix de revient	26
Méthode du C ¹ Rimailho, utilisée par la S.A.C.E.R.	
L'enregistrement effectué par le cultivateur.	
L'évaluation et la répartition effectuées par l'Office.	
<i>Section II.</i> — La statistique du prix de revient de la betterave sucrière	41
Principes et conventions adoptés.	
Résultats. Tableaux.	
 CHAPITRE III. — La situation économique du planteur de betteraves français.	
<i>Section I.</i> — La rémunération du planteur de betteraves	58
La crise betteravière.	
<i>Section II.</i> — Les remèdes pour un prix de revient plus rémunérateur	62
Compression du prix de revient.	
Les accords de contingentement de 1934 et leurs antécédents étrangers.	
Les décrets-lois de 1935 et la révision des contrats.	
ANNEXES.	79
A. Accords officiels de 1934.	
B. Décrets-lois du 8 août et du 31 octobre 1935.	

IMPRIMERIE
HÉRISSY
ÉVREUX.